



Nations Unies
MALI

Unis Dans l'Action



Rapport Annuel de Résultats

2017

Plan Cadre Intégré des Nations Unies pour
l'Assistance au Développement au Mali

UNDAF+ 2015 - 2019



© Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations
Unies au Mali



Retour des activités commerciales du port de Gao © MINUSMA



Grande mosquée de Djenné. © Marco Dormino

Avant-Propos

En 2017, 3^{ème} année de la mise en œuvre de l'UNDAF+, notre cadre de coopération a montré au cours de la période 2015-2017 des avancées significatives dans l'atteinte de certains résultats stratégiques tandis que d'autres appellent encore des améliorations ainsi que le montre la revue à mi-parcours conduite à la fin de l'année 2017.

Des efforts restent aussi à faire pour renforcer le processus de planification conjointe dans le cadre de l'élaboration des Plans de travail conjoints annuels et pour le renforcement du dispositif gouvernemental de coordination inter sectorielle dans l'accompagnement des groupes de résultats de l'UNDAF+.

Notre souhait est de voir la concrétisation de la mise en œuvre des recommandations de la revue à mi-parcours pour une optimisation des résultats escomptés à l'horizon 2019. Certes des défis importants de statistiques, de sécurité et d'accès aux populations vulnérables constituent des facteurs limitants mais nous osons espérer que la contribution de tous les acteurs permettra d'apporter une réponse idoine aux besoins des populations et d'assurer que personne n'est laissée pour compte.

C'est pourquoi nous voudrions réitérer ici nos encouragements mais aussi nos félicitations à tous les acteurs tant de la société civile, du secteur privé, des services gouvernementaux, des autorités locales et traditionnelles, des agences, fonds et programmes et de la MINUSMA qui ne ménagent aucun effort pour la réalisation pleine et entière des objectifs escomptés. Nous en appelons à davantage de persévérance pour contribuer à assurer à terme la transformation du monde ainsi que le requiert notre agenda commun 2030.

A tous les donateurs et l'ensemble de la famille des partenaires techniques et financiers, nous voudrions exprimer nos sincères remerciements pour leurs contributions appréciables au bénéfice des populations vulnérables, des jeunes et des femmes du Mali.

Ministre des Affaires Etrangères et de la
Coopération Internationale

Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire
général pour la MINUSMA, Coordonnateur
Résident SNU et Coordonnateur Humanitaire

Table des Matières

Table des Matières	4
Résumé Analytique	9
1. Principales tendances en matière de développement.....	12
2. Résultats du Programme unique.....	15
2.1- Effet 1 : La paix et la stabilisation sont assurées à travers un dialogue politique inclusif, une réforme des institutions concernées et la promotion d'une coexistence pacifique et le respect des droits humains.....	15
2.1.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet.....	15
2.1.2- Réalisations majeures	15
2.2- Effet 2 : D'ici 2019, la cohésion sociale est facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l'éducation pour la paix.	18
2.2.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet.....	18
2.2.2- Réalisations majeures	19
2.3- Effet 3 : Les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'Etat de droit	21
2.3.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet.....	21
2.3.2- Réalisations majeures	21
2.4- Effet 4 : D'ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, ont un accès accru et équitable et utilisent les Services Sociaux de Base de qualité	26
2.4.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet.....	26
2.4.2- Réalisations majeures	26
2.5- Effet 5 : Les populations défavorisées particulièrement les femmes et les jeunes, bénéficient de capacités et d'opportunités productives accrues, dans un environnement sain et durable, favorable à la réduction de la pauvreté	31
2.5.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet.....	31
2.5.2- Réalisations majeures	31
3. Résultats de « Unis dans l'action ».....	35
4. Résultats de « Unis dans la communication »	35
5. Eléments financiers	36
6. Enseignements tirés et perspectives.....	37
Contraintes Majeures :.....	38
Leçons Apprises	39
Annexe : Progrès réalisés par rapport au Cadre de résultats du Programme unique	40

ABRÉVIATIONS

ACC	Adaptation au Changement Climatique	NINA	Numéro d'Identification Nationale
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	OCHA	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires
ANPE	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi	ODD	Objectifs de Développement Durable
ARV	Anti Rétroviraux	OGE	Organisation Générale des Élections
BPPS	Bureau for Policy and Programmed Support	OHCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
CC	Consultations Curatives	OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
		OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
CCAC	Convention sur Certaines Armes Classiques	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
CCO	Centre de Coordination des Opérations NEDEX	OMT	Équipe de Gestion des Opérations
CDAPH	Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	ORL	Oto-Rhino-Laryngologie
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	OSC	Organisation de la Société Civile
CENI	Commission Électorale Nationale indépendante	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CEP	Champ École Paysan	PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
CFP-AA	Centre de Formation Professionnelle et d'Assistance à l'Artisanat	PDARN	Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord
CMA	Coordinations des Mouvements de l'AZAWAD	PIB	Produit Intérieur Brut
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information de la Femme et de l'Enfant	PEC	Prise en Charge
CNLPAL	Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre	PDESC	Plan de Développement Economique, Social et Culturel
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali	PF	Planification Familiale

CREDOS	Centre de Recherche d'Etudes et de Documentation pour la Survie de l'Enfant	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire		
CSCOM	Centre de Santé Communautaire	PPN	Programme Pédagogique National
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté	PRODEC	Programme Décennal de l'Éducation
CSREF	Centre de Santé de Référence	PRODESS	Programme de Développement Social et Sanitaire
CPS	Chimio-Prévention du paludisme Saisonnier	PROSEA	Programme Sectoriel Eau et Assainissement
CT	Collectivité Territoriale	PSI-MALI	Population Service International
CTRCA	Cellule Technique des Réformes du Cadre des Affaires	PTME	Prévention de la Transmission Mère Enfant du VIH
CVJR	Commission Vérité, Justice et Réconciliation	PVVIH	Personnes Vivant avec le Virus Immunitaire de l'Homme
CVPDV	Plan de Réponse contre l'éclosion du Virus de la Polio	QIP	Quick Impact Project « Projets à Impacts Rapides
DBC	Distribution à Base Communautaire	RAVEC	Recensement Administratif à Vocation d'État Civil
DCPND	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation	RCO	Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies
DDR	Démobilisation Désarmement et Réintégration	EF-REDES	Estimation des Flux de Ressources et des Dépenses Nationales de Lutte Contre le VIH/SIDA et les IST
DMU	Dispositif Minimum d'Urgence	REG	Restes Explosifs de Guerre
DNDS	Direction Nationale du Développement Social	RELE	Révision Exceptionnelle des Listes Électorales
DNS	Direction Nationale de la Santé	RVC	Réduction de la Violence Communautaire
DNPSSES	Direction Nationale de la Protection sociale et de l'économie solidaire	SIAN	Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition
DRS	Direction Régionale de Santé	SAVAMA	Association de Sauvegarde des Manuscrits et la Défense de la Culture Islamique
DSRSG-RC-HC	Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordonnatrice Humanitaire et Coordonnatrice Résidente du Système des	SNU	Système des Nations Unies

EDS	Enquête Démographique et de Santé	RVC	Soins Obstétricaux Néonataux d'Urgence
EEI	Engins Explosifs Improvisés	SR	Santé de la Reproduction
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages	TB/VIH	Tuberculose/Virus Immunitaire de l'Homme
ENSAN	Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	TB-MR	Tuberculose Multi Résistante
EID	Espace d'Interpellation Démocratique	TS	Travailleuses du sexe
FSM	Forces de Sécurité du Mali	UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
FAMA	Forces Armées Maliennes	UDI	Usagers de Drogue Injectable
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	UNCDF	United Nations Capital Development Fund (Fonds d'équipement des Nations Unies)
FDSM	Forces de Défense et de Sécurité maliennes	UNCG	Groupe inter agences de communication
GAVI	Alliance Mondiale pour les Vaccins et la Vaccination	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
GIPD	Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs	USTTB	Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako
HACT	Approche Harmonisée de Transfert de Cash	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
IEDA	International Emergency and Development Aid	UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IDH	Indice de Développement Humain	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
		UNIET	Équipe Électorale Intégrée des Nations Unies
IHERIAB	Institut des Hautes Etudes et de Recherche Islamique AhmadBaba	UNDAF+	Plan Cadre Intégré des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
INSTAT	Institut National de la Statistique	UNMAS	Service de lutte anti-mines des Nations Unies
IMC	Indice de Masse Corporelle	UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
JFFLS	Junior Farmer Field and Life School	VIH/SIDA	Virus de l'Immuno Déficience Humaine/Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée	VBG	Violence Basée sur le Genre

MAS	Malnutrition Aigue Sévère	WASH	Water Sanitation and Hygiene (Eau Hygiène Assainissement)
MAT	Ministère de l'Administration Territoriale	MPFEF	Ministère pour la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille
MGF/E	Mutilation Génitale Féminine/Excision	MSM	Men Having Sex with Men (les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes)
MICS	Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples	MTN	Maladies Tropicales Négligées
MIEC	Mission d'Évaluation Conjointe au nord du Mali	MVE	Maladie à virus Ebola (MVE)
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali	NEDEX	Neutralisation Enlèvement et Destruction des Explosifs

Résumé Analytique

Les changements induits par les interventions dans le domaine de la Paix et de la Sécurité en 2017 restent globalement mitigés. De nouveaux foyers de tensions intercommunautaires se sont créés principalement dans le centre du pays. Le nombre d'incidents de sécurité s'est accru, passant de 904 en 2016 à 1274 en 2017, notamment à cause de l'intensification de la violence intercommunautaire, la reprise des affrontements entre les groupes armés, et des attaques menées par les groupes terroristes. Le nombre de victimes de restes explosifs de guerre est resté quasi stable en 2017 (23 victimes) mais les engins explosifs improvisés ont causé plus de victimes : 450 en 2017 contre 254 en 2016.

La détérioration de la situation sécuritaire a aussi impacté sur le respect des droits de l'homme avec 462 cas de violation et d'abus des droits de l'homme enregistrés en 2017 par rapport à 426 en 2016.

Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre durant l'année avec le soutien du Système des Nations Unies (SNU), avec comme résultats notamment :

- ◆ Les capacités techniques et opérationnelles de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) ont été renforcées ;
- ◆ Les mécanismes et instances dans la prévention et la gestion des conflits inter et intra-communautaires ont été dynamisés ;
- ◆ L'éducation à la culture de la paix a été soutenue à travers le renforcement des capacités des acteurs ;
- ◆ Des opportunités économiques ont été créées pour les jeunes et les femmes vulnérables au risque d'enrôlement dans les groupes terroristes ;
- ◆ Le niveau de connaissances et d'aptitudes en matière de sauvegarde du patrimoine culturel et de promotion de la diversité culturelle a été amélioré ;
- ◆ Les efforts d'intégration des ex-combattants ont été poursuivis à travers l'établissement de la Commission d'intégration et l'adoption des critères et quota pour l'intégration dans les FDSM ;
- ◆ La capacité nationale d'intervention et de gestion autonome des menaces explosives a été



accrue à travers : le renforcement des capacités des FDSM, du Pôle judiciaire spécialisé en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée (PJS) ; le renforcement des capacités de la Brigade d'investigation spécialisée de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale

organisée (BIS). Un pool de formateurs maliens a été constitué et plus de 20 sessions de formation dans le domaine de la lutte contre la menace explosive ont été dispensées par des formateurs maliens, y compris à des organisations de la société civile ;

- ◆ Une Stratégie nationale visant à prévenir et à combattre l'extrémisme violent et le terrorisme a été approuvée, intégrant les principaux piliers de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies dans le cadre d'une approche globale.

En matière de gouvernance, les principales avancées enregistrées en 2017 concernent l'accroissement du transfert des ressources du budget national aux collectivités de 16,7% en 2016 à 18,3% en 2017. L'index Mo Ibrahim sur la gouvernance au Mali présente par contre une légère régression allant de 51,9 en 2016 à 51,6 en 2017.

Les appuis apportés par les Nations Unies au Mali en 2017 ont contribué principalement à :

- ◆ L'installation des Autorités Intérimaires dans les cinq régions du nord notamment à Kidal, Gao, Ménaka, Tombouctou et Taoudéni ;
- ◆ L'accès de 4.800.000 personnes à la justice, soit une amélioration de 6% par rapport à l'année précédente grâce à la réhabilitation de nouvelles infrastructures (maisons d'arrêt, logements de juges, mairies et préfectures) au profit de l'Administration locale, et au renforcement des capacités du personnel judiciaire ;
- ◆ La lutte contre la corruption connaît un progrès avec l'adoption d'une loi contre l'enrichissement illicite ainsi que la création et l'opérationnalisation de l'Office Central de lutte Contre l'enrichissement Illicite ;
- ◆ Le renforcement des capacités de 30 députés en matière de technique d'examen des lois et de contrôle budgétaire.

Dans le domaine de l'accès aux services sociaux de base, des progrès ont été relevés en 2017 dans les secteurs de l'éducation et de la malnutrition tandis que les indicateurs en matière de santé maternelle et infantile ont légèrement régressé. Le taux de prévalence contraceptive est passé de 21% en 2016 à 20% en 2017 ; le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié a augmenté en passant de 50% en 2016 à 56% en 2017. Dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, la prévalence de la malnutrition chronique a baissé de 26% en 2016 à 23% en 2017. Le taux brut de préscolarisation s'est accru de 4,4% en 2016 à 6% en 2017 ; le Taux brut de scolarisation (TBS) au premier cycle de l'enseignement fondamental a enregistré une progression, passant de 69,6% en 2016 à 72,1% en 2017. Le Taux Brut d'Admission au premier cycle (TBA) montre également une avancée en 2017, soit 68,7% contre 62,7% en 2016.

L'assistance des Nations Unies sur la période a permis en 2017 principalement :

- ◆ La vaccination de routine avec 79% des enfants de moins d'un an qui ont reçu le vaccin contre la rougeole et 80% qui ont reçu trois doses du vaccin pentavalent ;
- ◆ La prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME)/Tri Evaluation et Traitement des Urgences (TETU) avec 162 structures publiques de santé prodiguant des soins cliniques aux enfants de moins de cinq ans selon l'approche PCIME ;
- ◆ La prévention des carences en micronutriments grâce au pré positionnement de la vitamine A dans les différentes régions du Mali qui a permis d'administrer la Vit A à 4.400.482 enfants âgés de 6 à 59 mois pendant la campagne SVA, ce qui représente plus de 90% de la couverture. De même 3.162.196 enfants âgés de 12-59 mois ont reçu des comprimés vermifuges (Albendazole) et 525.948 enfants âgés de 6-59 mois ont reçu de la vitamine A au cours de la supplémentation en routine tout au long de l'année ;
- ◆ La prise en charge de 1.136 victimes des complications des MGF et l'abandon des MGF par 77 communautés.

S'agissant de l'axe croissance inclusive et développement durable, les indicateurs de performance montrent en 2017 des avancées significatives. Le taux d'insécurité alimentaire pour l'ensemble du pays s'est légèrement amélioré, passant de 21% en 2016 à 20% en 2017. La cible à l'horizon 2019 étant de 14%. Le taux de croissance économique a connu une légère augmentation, passant de 5,3% en 2016 à

5,5% en 2017 pour une cible escomptée de 7% à l'horizon 2019. Le taux de pauvreté s'est légèrement amélioré (47,10% en 2015 et 46,8% en 2017) pour une cible de 21% en 2019.

Les principales réalisations de l'appui apporté par les Nations Unies au cours de l'année 2017 sont, entre autres :

- ◆ 695.059 personnes en insécurité alimentaire (dont 354.480 femmes) ont bénéficié d'assistance alimentaire sous forme de vivres, de cash et bons d'achats à travers les activités du Plan National de Réponse (PNR) ;
- ◆ 127.217 personnes (dont 80.462 femmes) ont été insérées dans des activités génératrices de revenus dans les domaines du maraichage, de l'élevage et de la transformation agroalimentaire, en augmentation comparé à 2016 (84.074 personnes) ;
- ◆ 9.211 emplois ont été créés dans les zones affectées par la crise (dont 8.389 pour des femmes) dans les domaines de l'aménagement hydroagricole, de la protection environnementale, de l'agriculture, de la pisciculture et de l'artisanat ;
- ◆ 494.192 personnes (dont 307.392 en situation humanitaire et 180.336 enfants) ont accès à l'eau potable dans 176 communautés dans les régions de Sikasso, Mopti, Gao et Kidal ;
- ◆ 425 producteurs membres des champs écoles paysans ont été formés sur les bonnes pratiques et technologies d'adaptation aux changements climatiques ;
- ◆ 107 719 ha de superficies ont été protégées contre 100 000 ha en 2016 pour une cible de 131 220 en 2019.

Le volume global des ressources déboursées en 2017 par les Nations Unies pour répondre aux besoins prioritaires du Mali au titre de l'UNDAF+ 2015-2019 s'établit à 188 157 576 USD sur 206 677 066 USD mobilisés, soit un taux d'exécution financière de 91%.

Au titre des principaux enseignements tirés de la mise en œuvre de l'UNDAF+ en 2017, il est relevé :

- ◆ Dans le domaine de l'amélioration des revenus, la réalisation des objectifs de développement socio-économique du Mali à travers le cadre d'appui consensuel en place a révélé l'importance des activités génératrices de revenus qui sont un vecteur de cohésion sociale et une expression du vouloir vivre en commun ;
- ◆ L'engouement des bénéficiaires face à l'augmentation des revenus et actifs productifs du ménage, la forte implication des collectivités et des autorités villageoises et locales dans la mise en œuvre et le suivi des activités est à la fois un signe de participation effective et d'appropriation des interventions des Nations Unies par les communautés ;
- ◆ La collaboration avec des ONG locales qui travaillent avec des commerçants locaux permet de faire les transferts monétaires en l'absence d'institutions financières ;
- ◆ La création d'emplois en faveur des jeunes dans des filières économiques correspondant à leurs profils et aux besoins du marché a contribué de manière efficace au renforcement de la cohésion sociale entre les jeunes et leurs communautés de base et à la relance économique ;
- ◆ La dégradation de la situation sécuritaire dans plusieurs régions du Mali, notamment dans les régions du nord et du centre a constitué une contrainte majeure à la mise en œuvre de l'UNDAF en 2017.

1. Principales tendances en matière de développement

L'année 2017 au Mali est marquée, entre autres événements majeurs, par la suspension du projet de référendum sur la réforme constitutionnelle, la création de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, et l'organisation de la Conférence nationale d'entente. Elle est marquée également par un remaniement ministériel, le report des élections locales, l'adoption du code des collectivités territoriales et de la loi relative à la libre administration des collectivités territoriales qui fixe le cadre pour le processus de réforme de l'État et de la décentralisation. L'année 2017 a aussi enregistré la mise en place et l'opérationnalisation des autorités intérimaires dans toutes les régions du pays.

Paix et sécurité

En 2017, le Système des Nations Unies (SNU) a poursuivi son soutien en faveur de la restauration de la paix au Mali à travers : i) le renforcement du dialogue politique inclusif fondé sur la facilitation de la médiation ; ii) l'accompagnement de la réforme du secteur de la sécurité ; iii) le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants ; iv) la réduction des risques liés aux mines, aux restes explosifs de guerre (REG) et aux engins explosifs improvisés (EEI).

L'amélioration de la situation sécuritaire du pays qui avait été observée en 2016 ne s'est pas confirmée en 2017. Cette situation s'est en effet dégradée malgré les efforts du Gouvernement et de la Communauté internationale, particulièrement dans les régions du centre (Mopti et Ségou), tel que le montrent les principaux indicateurs de performance. Le nombre d'incidents de sécurité est ainsi passé de 904 en 2016 à 1274 en 2017, notamment à cause de l'intensification de la violence intercommunautaire, la reprise des affrontements entre les groupes armés, des attaques menées par les groupes terroristes. L'acheminement de l'aide humanitaire dans le Nord et le Centre a été difficile, toujours en raison de la détérioration de la situation sécuritaire.

La détérioration de la situation sécuritaire a aussi impacté sur le respect des droits de l'homme. En effet, 462 cas de violation et d'abus des droits de l'homme ont été enregistrés en 2017 par rapport à 426 en 2016. Ils ont concerné 1074 victimes dont au moins 48 femmes et 36 enfants. Globalement, le nombre de réfugiés et de déplacés internes a légèrement diminué, passant de 135.985 en 2016 à 101.279 en 2017. Cependant, il est à noter une hausse du nombre de déplacés internes dans les régions du Centre (6.723 pour Ségou dont 3.630 femmes, et 2.151 à Mopti dont 1.662 femmes).

L'acheminement de l'aide humanitaire dans le Nord et le Centre a été difficile en raison de la détérioration de la situation sécuritaire. En 2017, 133 cas de contraintes d'accès humanitaire ont été enregistrés (soit le plus grand nombre jamais enregistré dans le pays).

Sur le plan politico-sécuritaire, l'état d'avancement de la mise en œuvre des principales dispositions politiques de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali n'a pas permis de dépasser l'étape transitoire du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) et des patrouilles mixtes pour initier le processus de Désarmement Démobilisation et Réinsertion (DDR) des combattants. Une Stratégie nationale visant à prévenir et à combattre l'extrémisme violent et le terrorisme a été approuvée, intégrant les principaux piliers de la stratégie mondiale des Nations Unies contre le terrorisme. La force du G5 Sahel a cependant été constituée avec l'établissement de son quartier général au Mali.

Les données compilées sur les incidents sécuritaires en 2017 indiquent une détérioration des conditions de sécurité avec davantage de victimes parmi les agents administratifs civils et des personnes en uniforme. Ce ciblage des représentants de l'administration étatique a affecté le déploiement de l'autorité de l'État dans le nord du pays et sa réduction dans le centre. Le nombre de fonctionnaires redéployés dans les régions du nord et du centre a ainsi diminué au cours de l'année. En fin 2017, seulement 28 % des agents de l'État étaient à leur poste dans les régions septentrionales et dans la Région de Mopti contre 38 % au début de l'année.

Gouvernance

En matière de Gouvernance, l'index Mo Ibrahim 2017 relève une bonne situation d'ensemble du Mali depuis 2015. Cet Index est en effet passé du score de 50,6 en 2015 à 51,9 en 2016, dépassant ainsi la moyenne continentale de 50,8 pour l'année 2016. Toutefois la situation a connu une légère régression en 2017 au regard du score qui est passée à 51,6.

Le classement de 2017 de Transparency International indique qu'en 2017, la lutte contre la corruption au Mali qui s'est détériorée depuis 2013 a continué de régresser. Le pays a cédé 21 places en un an, passant du 95ème rang en 2015 (avec un score de 35) au 116ème en 2016 (score 32), puis au 122ème rang en 2017 (score 31).

Concernant la mise en œuvre de la décentralisation, l'Etat a fourni un effort pour transférer davantage de ressources aux collectivités territoriales, atteignant 18,3% du budget de l'Etat en 2017 (contre 16,7% en 2016), même si l'objectif de 24.5% fixé pour 2017 n'a pas été atteint.

Au plan de la réorganisation du territoire pour la cohérence du développement territorial, l'année 2017 a été marquée par la réalisation de l'étude sur la réorganisation territoriale, la mise en place et la nomination des membres du groupe de travail de la région de Taoudéni et l'élaboration du projet de loi portant création des collectivités territoriales des régions de Taoudéni et de Ménaka. Elle est marquée aussi par la mise en œuvre du plan gouvernemental de transfert des compétences et de ressources de l'État aux collectivités territoriales.

En matière de consolidation du pouvoir judiciaire et de l'Etat de droit, l'année 2017 a connu l'initiation de l'opérationnalisation de la nouvelle Carte judiciaire, la réalisation de l'état des lieux des Cours d'Assise (CA), des Tribunaux de Grande Instance (TGI) et des trente-cinq (35) Juridictions à Compétences Etendues (JCE). Dans le cadre de l'amélioration des services judiciaires et l'accessibilité au droit et à la justice, le programme de réhabilitation et/ou de construction des infrastructures judiciaires a été poursuivi avec la réalisation d'infrastructures sur toute l'étendue du Territoire se traduisant par la reconstruction, la construction, la réhabilitation et l'équipement des Tribunaux de Grande Instance, de Palais de justice, de Pôles économiques et financiers, la réhabilitation et l'équipement des locaux des Pôles Judiciaires Spécialisés, de Brigades d'Investigation Spécialisées, de Bureaux d'Assistance Juridique et Judiciaire (BAJJ) dans les Tribunaux de Grande Instance, et tribunaux administratifs, des Régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka. Les capacités de 370 magistrats (soit 72% de l'effectif) et 40 greffiers ont été renforcées principalement sur la « Justice pénale pour mineurs et personnes vulnérables » et « l'éthique professionnelle et déontologie du Magistrat ».

Le secteur de la promotion et de la protection des droits humains et du genre a aussi enregistré en 2017 des avancées avec l'opérationnalisation de la nouvelle Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) marquée par les nominations, la prestation de serment, l'installation des commissaires et l'établissement/validation de son règlement intérieur.

Services sociaux de base

Dans le domaine des services sociaux de base, le Taux brut de scolarisation (TBS) au premier cycle de l'enseignement fondamental a enregistré une progression, passant de 69,6% en 2016 à 72,1% en 2017. Le Taux Brut d'Admission au premier cycle (TBA) montre également une avancée considérable en 2017, soit 68,7% contre 62,7% en 2016. Le Ratio élèves-maître au primaire est stationnaire entre 2016 et 2017 avec 39 élèves par maître. L'indice de parité fille/garçon en 2017 (0,84) est inférieur à celui de l'année 2016 (0,86) et n'a pas atteint la valeur cible de 2017 (0,87).

En matière de santé, le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié est passé de 50% en 2016 à 56,11 en 2017 (selon les données provisoires de l'annuaire SLIS 2017). Le nombre de CSCOMs fonctionnels a augmenté avec cependant un pourcentage de CSCOMs médicalisés resté stationnaire (32,03%). La prévalence contraceptive est restée stationnaire entre 2016 et 2017 avec respectivement 21% et 20,01%. Le Taux de couverture en Penta 3 a baissé à 86,5% en 2017 contre 94% en 2016. Le taux de prévalence du VIH/Sida parmi la population âgée de 15 à 49 ans est établi à 1,1% en 2017.

Dans le domaine de l'accès à l'eau potable, il est noté en 2017 au niveau national une croissance de 1,1% soit un taux de 68% contre 66,9% en 2016. L'évolution du taux d'accès au service d'eau potable de base de 2016 à 2017 a connu une stagnation pour le milieu rural (65,3%) et une croissance de 4,1 points pour le milieu urbain et semi urbain (70,6% à 74,4%).

Croissance inclusive et développement durable

Les avancées vers l'atteinte de cet effet en 2017 restent globalement stables malgré les appuis substantiels apportés par les Nations Unies dans la réalisation des différents produits.

Le taux d'insécurité alimentaire pour l'ensemble du pays s'est légèrement amélioré, passant de 21% en 2016 à 20% en 2017. La cible à l'horizon 2019 est de 14%.

Le taux de pauvreté s'est légèrement amélioré (47,10% en 2015 et 46,8% en 2017) pour une cible de 21% en 2019.

Sur le plan économique, le rapport «Doing Business 2017» de la Banque Mondiale constate un recul de 2 places du Mali. Aucune réforme n'a été introduite dans ce domaine au cours de l'année. Classé 141^{ème} pays réformateur au monde en 2016, le Mali se retrouve désormais à la 143^{ème} position en 2017 (avec un score de 52.92) et n'occupe que la 22^{ème} place en Afrique.

En dépit de la persistance de conditions de sécurité fragiles, le Mali a enregistré en 2017 une croissance économique de 5,5 % du produit intérieur brut, ce qui constitue un léger progrès par rapport à 5,3% de 2016 malgré un ralentissement des activités du secteur tertiaire et une décélération de la croissance du secteur agricole liée à une pluviométrie moins favorable qu'en 2016. Le Fonds monétaire international a prorogé son programme de financement national, à hauteur de 43,96 millions de dollars, jusqu'en juillet 2018. L'incidence de la pauvreté a baissé de 2 points, passant de 46,8% en 2016 à 44,9% en 2017.

En matière de protection de l'environnement et de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres, on relève au titre de l'année 2017, la validation des projets de décrets et les guides méthodologiques sur l'EES, l'EIES et l'AE par le Conseil National de l'Environnement ; l'élaboration de quatorze (14) plans communaux de gestion de la transhumance dans 14 communes concernées dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro du Sahel ; la création de cinq (5) forêts communautaires dans le corridor de l'UGGMV. S'agissant de l'intégration de la dimension changement climatique dans les politiques et stratégies de développement, les capacités des acteurs nationaux ont été renforcées sur l'intégration des liens pauvreté- environnement, changements climatiques et le genre dans la mise en œuvre et le suivi du CREDD et des ODD.

Dans le domaine énergétique, une attention a été portée en 2017 au développement des énergies renouvelables et l'accroissement de l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines. On relève principalement le renforcement des capacités de production, d'extension de réseaux, de promotion de l'électrification en milieu rural et de développement des sources d'énergies renouvelables. Le taux national d'accès à l'électricité a progressé de 3 points, s'établissant à 42% contre 39% en 2016. Au niveau urbain, le taux d'accès à l'électricité est de 94 % en 2017 contre 89% en 2016. Quant au milieu rural, le taux a chuté de 1,09% se situant à 18,3 % en 2017 contre 19,39% en 2016.

2. Résultats du Programme unique

Effet 1

2.1- Effet 1 : La paix et la stabilisation sont assurées à travers un dialogue politique inclusif, une réforme des institutions concernées et la promotion d'une coexistence pacifique et le respect des droits humains

2.1.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet

En 2017, l'amélioration de la situation sécuritaire observée en 2016 ne s'est pas confirmée. En effet, la situation s'est dégradée malgré les efforts du Gouvernement et de la Communauté internationale, particulièrement dans les régions du centre (Mopti et Ségou). Le nombre d'incidents de sécurité s'est accru, passant de 904 en 2016 à 1274 en 2017, notamment à cause de l'intensification de la violence intercommunautaire, la reprise des affrontements entre les groupes armés, et des attaques menées par les groupes terroristes. Tous ces facteurs ont fortement fragilisé la situation sécuritaire et la cohésion sociale.

Bien que le nombre de victimes de restes explosifs de guerre soit resté stable en 2017 (23 victimes), les engins explosifs improvisés ont causé plus de victimes : 450 en 2017 contre 254 en 2016.

La détérioration de la situation sécuritaire a aussi impacté sur le respect des droits de l'homme. En effet, 462 cas de violation et d'abus des droits de l'homme ont été enregistrés en 2017 par rapport à 426 en 2016. Ils ont concerné 1074 victimes dont au moins 48 femmes et 36 enfants.

Globalement, le nombre de réfugiés et de déplacés internes a légèrement diminué, passant de 135.985 en 2016 à 101.279 en 2017. Cependant, il est à noter une hausse du nombre de déplacés internes dans les régions du Centre (6.723 pour Ségou dont 3.630 femmes, et 2.151 à Mopti dont 1.662 femmes).

133 cas de contraintes d'accès humanitaire ont été enregistrés en 2017 au Mali (soit le plus grand nombre jamais enregistré dans le pays). 97% des incidents se sont produits dans les régions du nord et du centre (Mopti, Gao, Ménaka, Kidal et Tombouctou). 41 % des incidents étaient des vols qualifiés, 27 % de carjacking et 9 % des agressions physiques.

La mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale n'a pas enregistré de progrès significatifs sur le terrain.

2.1.2- Réalisations majeures

De façon spécifique, les réalisations principales avec l'appui des Nations Unies se présentent ainsi par produit de l'Effet :

Produit 1.1 : Dialogue politique / médiation : Les Capacités techniques des institutions gouvernementales et des autres acteurs nationaux, y compris les groupes armés, sont renforcées en vue de l'amélioration des mécanismes de dialogue politique et de médiation inclusifs.

Grâce au soutien apporté par le SNU :

- ◆ Les capacités de 7 institutions publiques ou parapubliques (CVJR, CNDRR, CRSS, Commission d'Intégration, MPFEF, Police, Justice) ont été renforcées pour la gestion des conflits et la

promotion de la paix et la réconciliation. Ce nombre était de 4 entités en 2016. Les capacités de 1305 acteurs nationaux non gouvernementaux, y compris les groupes armés, ont été renforcées pour la gestion des conflits, la promotion de la paix et la réconciliation contre 39 en 2016 ;

- ❖ Les capacités des acteurs institutionnels de la mise en œuvre du plan stratégique de la réconciliation nationale ont été renforcées en leadership pour la paix et en matière de prévention et de gestion des conflits ;
- ❖ Une Conférence d'Entente Nationale a été organisée en Mars, conformément aux dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation de Mai 2015 ;
- ❖ L'Unité Technique de Gestion (UTG) du Plan d'Action National (PAN) de la Résolution 1325 (sur la thématique « femmes, paix et sécurité ») a été mise en place, basée au niveau du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) et l'état des lieux 2015-2017 du PAN a été réalisé ;
- ❖ Dans le cadre de la Résolution 1325, six consultations régionales ont été réalisées, réunissant 350 femmes pour recueillir leurs points de vue sur les priorités et préoccupations dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda femmes, paix et sécurité.

Produit 1.2 : Secteur de la sécurité : Le secteur de la sécurité est renforcé dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de la réforme du secteur de la sécurité, y compris la lutte contre les crimes transnationaux.

La réforme du secteur de la sécurité et la lutte contre les crimes transnationaux ont bénéficié du soutien des Nations Unies. Les principales réalisations sont les suivantes :

- ❖ Le Plan National RSS 2015-2019 a été exécuté à hauteur de 47% des actions inscrites, contre 10% en 2016 ;
- ❖ 3456 agents dont 270 femmes des forces de défense et de sécurité malienne ont reçu des formations techniques et des formations sur le droit international, les droits de l'homme, la résolution 1325 (sur la protection des femmes et des filles) et les principes humanitaires, contre 1049 agents dont 53 femmes en 2015 et 914 agents dont 81 femmes en 2016 ;
- ❖ La création et l'opérationnalisation du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS) avec la participation du gouvernement et des groupes armés signataires (CMA et Plateforme). Un Commissariat à la Réforme a été mis en place et a élaboré entre autres le projet de stratégie nationale RSS ;
- ❖ La loi de programmation sur la sécurité 2017-2021 a été adoptée et mise en œuvre ;
- ❖ Le contrôle démocratique du secteur de la sécurité a été renforcé à travers :
 - Trois missions de parlementaires à Tombouctou et Gao ;
 - La création d'un observatoire des jeunes sur la RSS ;
 - Le renforcement des capacités des jeunes, femmes et des médias sur la RSS et le DDR ;
- ❖ Le renforcement des capacités de 51 spécialistes nationaux (policiers, enquêteurs, magistrats) incluant des enquêteurs et magistrats formant le PJS et la BIS dans le domaine du respect des droits de l'homme et de l'État de droit dans la lutte contre le terrorisme avec l'appui de l'Équipe Spéciale de Lutte contre le Terrorisme (Counter-Terrorism Implémentation Task-Force, CTITF) ;
- ❖ L'organisation d'un dialogue politique de haut niveau sur le leadership des femmes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans les pays du G5 Sahel à Bamako.

Produit 1.3 : DDR/Réinsertion : Les capacités techniques, logistiques et institutionnelles de la Commission nationale de DDR et des acteurs concernés sont renforcées pour la mise en œuvre d'une démobilisation et d'une réinsertion inclusive (ex-combattants, milices et groupes d'auto-défense,



communautés et groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants).

Le Mécanisme pour la sécurisation des camps de cantonnement n'est pas encore opérationnel. De ce fait, le cantonnement et la réinsertion des ex-éléments des groupes armés ne sont pas encore effectifs.

Cependant le SNU a soutenu le processus de démobilisation, désarmement, réintégration et de réinsertion des groupes

armés à travers la mise en œuvre de plusieurs actions aux bénéfices des ex-combattants, milices et groupes d'auto-défense, des communautés et des groupes vulnérables, notamment les enfants.

Les principales réalisations sont les suivantes :

- ◆ Un document de procédures d'enregistrement et rôle des acteurs a été validé pour le MOC et a commencé à être opérationnel à Gao ;
- ◆ La construction des camps des MOC de Kidal et Tombouctou a été réalisée ;
- ◆ Le renforcement des mesures de sécurité de huit sites de cantonnement a été effectué ;
- ◆ 36 projets de réduction de la violence communautaire (CVR) ont été mis en œuvre dans les zones abritant les sites de cantonnement ;
- ◆ Le renforcement des capacités de la CNDDR a été fait à travers des formations notamment sur le processus DDR, la RSS, les droits de l'homme, le genre, la protection des femmes et des enfants ;
- ◆ Prise en charge des enfants : 28 enfants sortis des groupes armés sont passés dans la prise en charge transitoire en 2017 dont 21 réunifiés avec leurs familles à Gao, Ménaka et Kidal ; 114 enfants auto-démobilisés ont été appuyés avec les besoins de base de réinsertion dans les régions de Gao, Ménaka et Kidal ; 10.580 enfants (dont 5.328 filles) affectés par la crise ont reçu un appui psychosocial dans sept "espaces amis d'enfants".

Produit 1.4 : Réduction des risques explosifs : Les risques explosifs sont réduits à travers une capacité nationale et communautaire renforcée.

Les interventions du SNU ont contribué à réduire la menace posée par les restes explosifs de guerre (REG) et les engins explosifs improvisés (EEI) qui ont un impact négatif sur la vie des civils et leur liberté de mouvement notamment dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou, Ménaka et Mopti. Cette menace entrave aussi le déploiement des forces de sécurité et la restauration de l'autorité de l'État dans le nord du Mali. En effet, l'élimination du danger que constituent les mines, les REG, les EEI ou

encore les armes légères et de petit calibre (ALPC) est considérée comme un prérequis à toute action de reconstruction durable. Les principaux progrès sont :

- ◆ 14 équipes formant un effectif total de 125 personnes ont été formées jusqu'ici et équipées en rapport avec le risque explosif ;
- ◆ En tout, 124 interventions des équipes FDSM sur le terrain en rapport avec le risque explosif ont eu lieu jusqu'ici dans les régions du Centre, Nord et à Bamako ;
- ◆ Un total de 758.015 personnes a reçu une éducation au risque de mines et restes explosifs de guerre depuis 2015 ;
- ◆ Des terres touchées par une contamination par des engins explosifs ont été remises aux populations afin de retrouver leur usage social et économique :
 - 142.305 mètres carrés de terres remises à la disposition des populations dans les régions de Kidal et Tombouctou ;
 - 140 villages potentiellement contaminés inspectés dans les régions de Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou ;
 - 608 restes explosifs de guerre détruits ;
- ◆ 47 membres de la société civile ont été formés pour faciliter des sessions de résolution de conflit et de sensibilisation aux risques des engins explosifs et des armes légères et de petit calibre, et ont délivré ces sessions de sensibilisation à 2.121 membres de la communauté ;
- ◆ Une capacité d'intervention contre les engins explosifs improvisés a été mise en place au sein du Centre national de coordination et d'opérations de neutralisation et de destruction des engins explosifs (CCO) de la Police Nationale à Bamako. Les équipes d'intervention ont largement réussi à faire face à la menace des explosifs à Bamako pour mieux protéger la population, avec 28 interventions d'urgence ;
- ◆ 10 armureries et sites de stockage d'armes et de munitions ont été construits ou réhabilités ;
- ◆ 134 personnels des FDSM ont été formés à la gestion sécurisée des armes et des munitions, dont 15 instructeurs pour assurer le transfert des connaissances au sein des forces maliennes et prévenir le détournement d'armes et de munitions des stocks de l'armée malienne qui minent la sécurité et l'état de droit au Mali.

Effet 2

2.2- Effet 2 : D'ici 2019, la cohésion sociale est facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l'éducation pour la paix.

2.2.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet

La difficulté de mesure des indicateurs de ce résultat stratégique ne facilite pas l'appréhension des progrès. Globalement, la perception des changements induits par les interventions particulièrement en matière de cohésion sociale est mitigée du fait de la naissance de nouveaux foyers de tensions intercommunautaires dans le pays.

Cependant, avec la contribution des Nations Unies, certaines avancées sont relevées avec en 2017 :

- ◆ 7.003 dépositions de dossiers ont été reçues par la CVJR et officiellement instruits dans le cadre de la justice transitionnelle ;

- ◆ 129.129 personnes déplacées ont reçu un appui au retour dans les communautés cibles et sont restées dans ces communautés ;
- ◆ La réhabilitation du patrimoine culturel dont 6 mausolées et 3 Mosquées.

2.2.2- Réalisations majeures

De façon spécifique, les réalisations principales se présentent ainsi par produit de l'Effet :

Produit 2.1 : Justice Transitionnelle : Les capacités techniques des institutions en charge du processus de réconciliation et de justice transitionnelle et de la société civile sont renforcées pour promouvoir la réconciliation, le droit à la vérité, à la justice et à la réparation des victimes, y compris les femmes.

En vue d'assurer une promotion efficace du processus de la réconciliation basée sur le droit à l'accès à la vérité, à la justice, et à la réparation des victimes, les Nations Unies ont appuyé le renforcement des capacités techniques des institutions en charge du processus de réconciliation et de justice transitionnelle et de la société civile. Cet apport a permis d'engendrer les résultats suivants :

- ◆ 7 initiatives et actions d'appui (6 formations, l'actualisation du plan d'action Genre, 1 visite d'échanges en Côte D'Ivoire, spots tv et radios) ont été menées pour l'opérationnalisation de la CVJR ;
- ◆ 21 structures de la société civile ont été appuyées et ont participé à la coalition pour la justice transitionnelle ;
- ◆ Un Plan d'action de la Sous-Commission Genre 2017-2018 a été mis en œuvre ;
- ◆ 50 membres de la CVJR (dont 15 femmes) ont renforcé leurs capacités sur l'intégration de la dimension genre dans la mise en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle ;
- ◆ 29 associations de victimes des régions de Gao, Kidal, Ménaka, Mopti et Tombouctou ont bénéficié d'un appui technique et logistique.

Produit 2.2 : Dialogue inter/intra-communautaire : Les communautés disposent des capacités techniques nécessaires à la prévention et à la gestion des conflits communautaires, au renforcement de la cohésion sociale, afin de créer les conditions de retour des réfugiés et déplacés.

Dans le cadre de l'approfondissement des actions en lien avec le dialogue inter-/intra-communautaire, les Nations Unies ont facilité l'accès et le renforcement des capacités techniques nécessaires à la prévention et à la gestion des conflits communautaires en vue d'assurer une cohésion sociale afin de créer des conditions favorables au retour des réfugiés et déplacés. Les principaux résultats suivants ont été enregistrés :

- ◆ 6 Cercles ont été appuyés et ont mis en place des mécanismes opérationnels de dialogue intercommunautaire et intracommunautaire ;
- ◆ 670 médiateurs (communautaires issus de l'administration locale, de la société civile, et des communautés religieuses) dont 470 en 2016 et 200 en 2017 ont été formés en prévention/gestion des conflits à l'échelle communautaire. 43% des médiateurs formés sont des femmes ;
- ◆ 45 séances de sensibilisation de 1015 leaders communautaires (dont 600 femmes) jouant le rôle de relais communautaires, ont pu être menées dans le cadre des mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits.

Produit 2.3 : Education à la culture de la paix : Les capacités techniques et matérielles des institutions en charge de l'éducation et les organisations de la société civile sont renforcées pour la promotion de l'éducation à la culture de la paix et droits de l'homme.

Concernant l'éducation à la culture de la paix, les principales réalisations en 2017 sont :

- ◆ Une feuille de route de l'intégration à la citoyenneté mondiale, à la culture de la paix, et à la prévention de l'extrémisme violent à travers l'éducation dans les plans sectoriels de l'éducation (PRODEC II en cours d'élaboration) a été adoptée ;
- ◆ La revue par les pairs du plan national de la culture de la paix (PNCP) a été réalisée ;
- ◆ Les capacités des agents du Ministère de l'éducation nationale et des élus sur l'éducation à la culture de la paix, à la citoyenneté mondiale, et à la prévention de l'extrémisme violent ont été renforcées.



Produit 2.4 : Patrimoine

culturel : Le patrimoine culturel matériel et immatériel endommagé est réhabilité et des outils pour la promotion de la diversité et des expressions culturelles sont élaborés.

Les initiatives contribuant à la promotion de la diversité des expressions culturelles, et du processus de la réhabilitation du patrimoine culturel matériel et immatériel endommagé ont bénéficié du soutien du système des Nations Unies.

Ces appuis ont permis d'aboutir aux résultats suivants :

- ◆ 14 mausolées ont été reconstruits depuis 2015 et 6 réhabilités en 2017 ;
- ◆ Depuis 2015, un cumul de 6 bibliothèques réhabilitées dont 3 en 2015 et 3 en 2017. 3 Mosquées ont aussi été réhabilitées en 2017 ;
- ◆ 44 000 manuscrits anciens de Tombouctou évacués à Bamako répertoriés, nettoyés et mis en boîtes ;
- ◆ 60 éléments du patrimoine culturel matériel et immatériel dont 19 à Mopti, 17 à Tombouctou, 12 à Gao et 12 à Kidal ont été inventoriés ;
- ◆ Une évaluation de l'état de conservation des sites du patrimoine mondial du Mali (Tombouctou, Tombeau des Askia, Villes anciennes de Djenné et Pays Dogon) a été réalisée ;
- ◆ Une étude historique sur les saints de Tombouctou a été publiée.

2.3- Effet 3 : Les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'Etat de droit

2.3.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet

Les performances relevées en 2017 sur ce résultat stratégique sont appréciables pour l'indicateur portant pourcentage de ressources de l'Etat transférées aux collectivités qui enregistre une progression de 16,7% en 2016 à 18,3% en 2017, tandis que l'index Mo Ibrahim 2017 présente une légère régression par rapport à 2016 passant de 51,9 à 51,6 en 2017.

Globalement, l'assistance des Nations Unies dans le domaine de la gouvernance en 2017 a contribué, à des avancées notamment pour l'installation des Autorités Intérimaires dans les cinq régions du nord à savoir Kidal, Gao, Ménaka, Tombouctou et Taoudéni. L'appui des Nations Unies a permis également de faciliter l'accès de 4.800.000 personnes à la justice, soit une amélioration de 6% par rapport à l'année précédente. Cet accès a été rendu possible grâce à la réhabilitation de nouvelles infrastructures (maisons d'arrêt, logements de juges, mairies et préfectures) au profit de l'Administration locale, et au renforcement des capacités du personnel judiciaire. Aussi, la lutte contre la corruption a-t-elle connu un progrès avec l'adoption d'une loi contre l'enrichissement illicite ainsi que la création et l'opérationnalisation de l'Office Central de lutte Contre l'enrichissement Illicite.

2.3.2- Réalisations majeures

De façon spécifique, les réalisations principales se présentent ainsi par produit de l'Effet au titre de l'année 2017 :

Produit 3.1 : Les capacités de l'Assemblée Nationale et des Structures de contrôle des Finances publiques (Section des Comptes de la Cour Suprême) sont renforcées en vue d'améliorer la redevabilité dans la gestion des politiques publiques.

On note parmi les principales réalisations :

- ◆ L'Assistance technique fournie à l'Assemblée nationale qui a permis de renforcer les capacités de 30 députés en matière de technique d'examen des lois et de contrôle budgétaire. 4 lois ont été adoptées, 34 ordonnances ratifiées, 03 questions orales formulées et une interpellation du gouvernement a eu lieu ;
- ◆ L'Assemblée nationale a pris quatre (4) nouvelles initiatives (3 questions orales et 1 séance d'interpellation) dans l'exercice de son contrôle sur l'action gouvernementale et elle a soumis 2 propositions de loi ;
- ◆ 8% des collectivités territoriales ont fait l'objet d'un contrôle par la Section des Comptes de la Cour Suprême.

Produit 3.2 : Les capacités de l'Etat, des OGE et OSC sont renforcées en vue de l'amélioration de la crédibilité des processus électoraux et d'une plus grande participation, notamment des femmes et des jeunes.

On note parmi les principales réalisations :

- ◆ Une centaine de jeunes et de femmes ont été sensibilisés sur l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger avec l'appui des Nations unies à travers l'ONG AJCAD. De même, cet appui a permis l'autonomisation de 9 associations de femmes, jeunes et personnes vulnérables des villes de Tombouctou et Mopti à travers une meilleure gestion de leurs ressources, en collaboration avec l'ONG NORDEV ;
- ◆ 28 OSC appuyées ont mené des activités d'éducation civique en vue de l'amélioration de la participation citoyenne aux élections, notamment celle des femmes ;
- ◆ Les organes de gestion des élections (DGE, CENI) ont bénéficié de trois assistances dans le cadre de l'exercice de leur mission, et 283 acteurs communaux des régions de Kayes et Koulikoro (élus, personnels communaux administratifs, groupements de femmes, services techniques et ONG) dont 127 femmes ont eu leurs capacités renforcées avec le Centre de Formation des Collectivités Territoriales ;
- ◆ Le leadership de trente-deux (32) femmes des deux Conseils Régionaux Genre (Kayes et Koulikoro) a été renforcé en : (i) Genre et Développement, (ii) Intégration du Genre dans les Plans/Projets et Programmes, (iii) Planification Budgétisation Sensible au Genre ;
- ◆ 2.211 femmes, candidates potentielles aux élections ont eu leurs capacités renforcées en vue de leur participation politique dans la gouvernance post-conflit au Mali. Les capacités de 200.000 femmes électrices ont aussi été renforcées dans les régions de Kayes, Ségou, Koulikoro Bamako, Sikasso et Mopti. Les activités dans les plateformes de veille ont permis de mobiliser 5.775 électrices dans les villes de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako, en prélude aux élections communales ;
- ◆ 11 ateliers de prévention de la violence pré et post-électorale ont permis la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce en vue de la réduction des risques de violence ;
- ◆ Les innovations issues de la nouvelle loi électorale adoptée en octobre 2017 ont été vulgarisées à travers 7 ateliers à Bamako et dans les régions du nord et du centre ;
- ◆ En appui logistique au processus électoral, 7 cercles du nord et du centre ont bénéficié de 11 magasins de stockage du matériel électoral.

Produit 3.3 : Les stratégies et plans d'action disponibles sont opérationnalisés pour l'approfondissement de la décentralisation et la consolidation de la gouvernance locale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de décentralisation, l'appui des Nations Unies a permis le renforcement des capacités institutionnelles de pilotage, de suivi et de coordination, la participation des Collectivités Territoriales, des Organisations de la Société Civile et des citoyens à l'appui aux structures et mécanismes de gouvernance à tous les niveaux, ainsi que l'amélioration des capacités de fourniture des services sociaux de base et de maîtrise d'ouvrage de ces Collectivités.

Parmi les principales réalisations, on note :

- ◆ 3 régions ont été appuyées pour l'élaboration de leurs contrats Plans/Projets signés et opérationnels avec l'Etat ;

- ◆ 17 collectivités ont eu leurs capacités renforcées en gestion équitable des ressources, et un Logiciel de gestion budgétaire et comptable des collectivités (GBCO) a été mis en œuvre en vue d'améliorer l'utilisation de leurs ressources ;
- ◆ 55.612 femmes ont eu leurs capacités renforcées pour promouvoir le leadership féminin dans les collectivités locales ;
- ◆ Le système de gouvernance locale de la sécurité alimentaire a été renforcé dans les communes des cercles de Nara et Nioro du Sahel ;
- ◆ Les capacités techniques des élus et agents de 3 communes ont été renforcées sur les notions de changement climatique et d'ACC. Aussi, les collectivités ont bénéficié d'investissements et d'infrastructures intégrés résilients au changement climatique et de sessions de sensibilisation, d'information, et de formations techniques (budgétisation, planification, productions maraichères, énergies renouvelables) sur les effets du changement climatique et les mesures d'adaptation ;
- ◆ Les capacités des structures partenaires (AEDD, ANICT, DGCT/CFCT, Inspection de l'intérieur) pour le renforcement du processus de décentralisation et la gestion de la gouvernance locale ont été renforcées à travers un appui institutionnel et financier ;
- ◆ 172 membres des Autorités Intérimaires et collèges transitoires installés ont bénéficié de formations, de sensibilisation et de renforcement des capacités au bon fonctionnement de leurs collectivités.

Produit 3.4 : Les capacités des institutions publiques (au niveau national, régional, sectoriel) pour la planification et la programmation axées sur l'évidence, le S&E et la production des données statistiques comparables et désagrégées sont renforcées.

Dans le domaine du Suivi-Évaluation (S&E) et de la production des données statistiques, les Nations Unies ont apporté un appui technique et financier au gouvernement qui a permis de renforcer les capacités de 10 structures nationales ainsi que la publication de 10 études sur les thématiques prioritaires appuyées par l'UNDAF.

Cet appui a permis d'atteindre les résultats suivants :

- ◆ Les capacités techniques de 10 unités/services de planification/ S&E/statistiques ont été renforcées pour la collecte, l'analyse, et utilisation de données désagrégées ;
- ◆ 8 enquêtes et études clés ont été menées avec un rapport final publié sur les thématiques prioritaires appuyées par l'UNDAF+ ;
- ◆ Les systèmes nationaux et sectoriels d'information statistique (annuaire sectoriel, enquête SMART, base de données Malikunnafofi, bulletin Femme-Enfant 2016) ont été renforcés ;
- ◆ Les résultats de l'enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) Mali 2015 ont été disséminés à l'ensemble des structures du système statistique national. Par ailleurs, les services étatiques partenaires de la mise en œuvre de l'UNDAF+ ont été outillés sur l'Approche Harmonisée des Transferts en Espèces (HACT), notamment sur la mise en œuvre du plan d'assurance. Ainsi ces services ont acquis les capacités nécessaires pour assurer une gestion plus efficiente des fonds et un meilleur suivi de l'atteinte des résultats ;
- ◆ Les capacités techniques en planification, suivi et évaluation (y compris la Gestion Axée sur les Résultats) ont été améliorées pour les agents impliqués dans le processus de planification, de suivi-évaluation et de coordination des programmes sectoriels nationaux ;
- ◆ Le système de monitoring décentralisé (MoRES) a été rendu opérationnel dans les cercles prioritaires des régions de Mopti et Sikasso.

Produit 3.5 : Les capacités des organisations de la société civile et des médias sont renforcées en vue d'améliorer le contrôle citoyen, la redevabilité des institutions et la participation des femmes et des jeunes dans la vie publique.

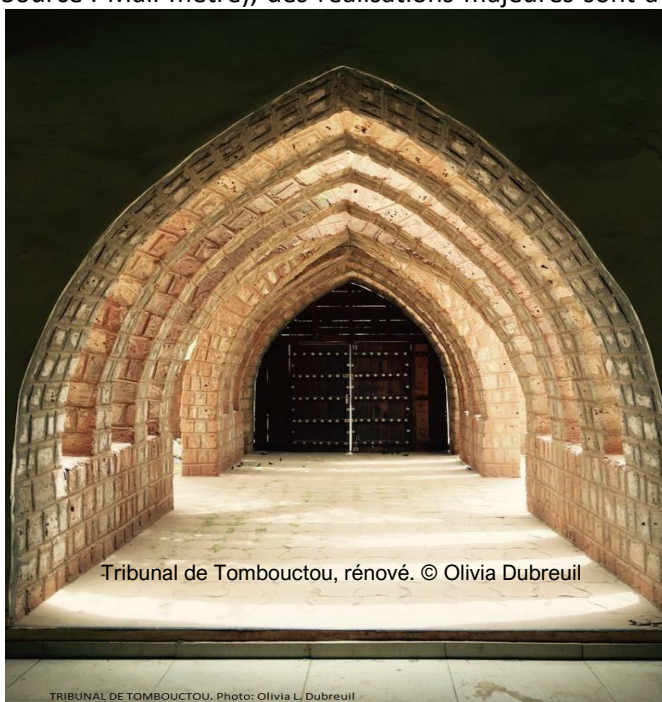
On note parmi les principales réalisations :

- ◆ 65 structures faîtières et plateformes de la société civile ont eu leurs capacités renforcées sur les techniques de contrôle citoyen ;
- ◆ 83 initiatives entreprises par des structures faîtières et plateformes ont été appuyées pour influencer les systèmes de gouvernance et les politiques publiques et prenant en compte l'équité et l'égalité du genre ;
- ◆ 14 publications en rapport avec le contrôle citoyen ont été réalisées avec l'appui du SNU ;
- ◆ Les capacités de veille citoyenne des populations de Gao, Kidal, Tombouctou, Ménaka et Mopti ont été renforcées à travers l'organisation de 5 Ateliers de formation ;
- ◆ L'observatoire d'alerte citoyen a été mis en place et est fonctionnel à Bamako et sa duplication dans les régions est en cours.

Produit 3.6 : Le fonctionnement des Institutions judiciaires et pénitentiaires et des organes de lutte contre l'impunité est amélioré sur toute l'étendue du territoire national dans un cadre juridique réformé conforme aux principes de l'Etat de droit.

Bien que seulement 36,7% de la population enquêtée en 2017 expriment leur confiance aux institutions judiciaires contre 40% en 2016 (Source : Mali mètre), des réalisations majeures sont à noter dans le domaine de la restauration des institutions judiciaires et pénitentiaires, consécutivement à l'appui multiforme des Nations Unies :

- ◆ 11 Cours et tribunaux des régions affectées par la crise ont repris toutes leurs activités et délivrent leurs services en 2017 dans les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et 3 cercles de Mopti, notamment grâce à la construction et/ou réhabilitation de : 4 palais de Justice à Kidal, Ansongo, Ménaka et Bourem ; 12 logements de juge à Tombouctou, Kidal, Gao, Mopti, Ménaka et 4 Bureaux d'assistance juridique et judiciaire/BAJJ à Ansongo, Ménaka, Bourem et Mopti; 2 commissariats de police à Mopti et Ansongo; 4 maisons d'arrêt à Gao, Gourma Rharous, Ansongo et Ménaka ;
- ◆ 9 prisons des régions affectées par la crise ont repris toutes leurs activités (Gao, Tombouctou, Kidal et 3 cercles de Mopti) ;
- ◆ Des études évaluatives couvrant 23 établissements pénitentiaires du Mali ont été effectuées et sont disponibles comme outils d'aide à la décision permettant d'entreprendre des actions d'amélioration des conditions carcérales et de réinsertion socio-professionnelle des détenus et portent sur les situations de référence, sur les infrastructures, le genre et la récidive ;



Tribunal de Tombouctou, rénové. © Olivia Dubreuil

TRIBUNAL DE TOMBOUCTOU. Photo: Olivia L. Dubreuil

- ◆ Les capacités techniques et institutionnelles de la Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée ont été renforcées à travers l'organisation de la première conférence annuelle des Directeurs régionaux, Régisseurs et cadres de l'administration centrale sur « l'humanisation des conditions carcérales conformément aux règles Mandela et de Bangkok » ;
- ◆ Les conditions de détention en milieu carcéral ont été améliorées grâce à l'appui du SNU à travers le transfèrement de 460 détenus de quatre maisons d'arrêt surpeuplées (MCA Bamako, Fana et Kayes) vers des établissements moins peuplés (Dioila, Mopti, Kimparana, Bougouni, Yanfolila, Kolondiéba, Bafoulabé, Kita, Koutiala) en vue de l'accroissement de l'espace vital de chaque détenu dans les cellules ;
- ◆ Les femmes détenues dans les 26 établissements pénitentiaires du portefeuille du Projet GFP ont bénéficié de kits distribués à environ 173 bénéficiaires ;
- ◆ Le renforcement de la chaîne pénale est effectif à travers le développement des capacités des juges, procureurs et d'autres fonctionnaires de l'appareil judiciaire et des tribunaux avec la tenue de sessions consultatives sur les normes, techniques et pratiques exemplaires en matière de justice pénale aux niveaux national et international ;
- ◆ Les acteurs et les parties prenantes maliens ont une meilleure compréhension de leurs rôles et responsabilités respectifs en relations avec la justice traditionnelle (système des cadis) et de la justice formelle à la suite de la tenue de la conférence nationale à cette fin.

Produit 3.7 : Les mécanismes nationaux formels et informels de promotion et de protection des droits de l'homme disposent des capacités institutionnelles et techniques pour mieux accomplir leurs missions en conformité avec les standards internationaux.

On note parmi les principales réalisations :

- ◆ 1 rapport national conforme aux standards a été produit et soumis aux organes des Traités et Conseil de Droits de l'Homme ;
- ◆ 1 rapport alternatif a été produit et soumis aux organes des Traités et Conseil de Droits de l'Homme par les organisations de la société civile, avec l'appui du SNU ;
- ◆ 3 initiatives en faveur de lois spécifiques aux droits des femmes et des enfants en conformité avec les standards internationaux ont été réalisées ;
- ◆ L'environnement politique et légal des MGF/E est en voie d'amélioration par l'adoption de l'avant-projet de loi sur les VBG, disponible auprès du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), et l'opérationnalisation d'un comité national de suivi du projet de loi sur les VBG (décision MPFEF – SG janvier 2017) ainsi que les mécanismes de coordination y afférents aux niveaux national, régional et local ;
- ◆ Un accord tripartite signé entre la Mauritanie, le Mali et l'UNHCR a permis de définir un cadre légal pour le rapatriement des réfugiés maliens et les capacités du gouvernement malien ont été renforcées dans l'accueil, l'assistance, la protection, le retour et la réintégration des migrants vulnérables.

2.4- Effet 4 : D'ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, ont un accès accru et équitable et utilisent les Services Sociaux de Base de qualité

2.4.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet

A la fin de la troisième année de mise en œuvre du UNDAF+ 2015-2019, les efforts du SNU en appui au Gouvernement du Mali ont permis d'obtenir des résultats dans les domaines de la santé maternelle et infantile, de la lutte contre le VIH/SIDA, de la protection de l'enfant, de la lutte contre la malnutrition, de l'éducation et de la protection sociale.

En ce qui concerne la santé maternelle et infantile, la prévalence contraceptive a augmenté de 10% en 2013 à 20% en 2017, dépassant ainsi la cible de 15% fixée à l'horizon 2019.

Le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié a baissé entre 2013 et 2017 avec respectivement 56% et 32%. Cette baisse s'explique, entre autres, par le changement de mode de calcul entre les deux années. Le chiffre de 2013 représente l'accouchement assisté par un personnel formé et celui de 2017 l'accouchement assisté par un personnel qualifié.

Dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, la prévalence de la malnutrition chronique a baissé de 26% en 2016 à 23% en 2017.

En matière d'éducation, le taux de préscolarisation des enfants a augmenté de 4% au début du UNDAF en 2015 à 6% en 2017. Cependant, des efforts demeurent nécessaires pour atteindre la cible de 10% à l'horizon 2019. Le taux brut de scolarisation au primaire des garçons et des filles a connu une augmentation de 76% au début du UNDAF à 78% en 2017 pour les garçons et de 55% à 63% pour les filles sur la même période. Malgré des progrès significatifs, la scolarisation des filles est plus timide que celle des garçons. Des efforts doivent être accentués pour atteindre la cible de 90% à l'horizon 2019 pour tous au Mali.

2.4.2- Réalisations majeures

Au total 6 produits couvrant différents domaines des services sociaux de base contribuent à la réalisation de l'effet 4. Au cours de l'année 2017, plusieurs réalisations ont été faites et se traduisent par l'amélioration des indicateurs des services sociaux de base.

De façon plus spécifique, la synthèse des réalisations majeures pour chacun des 6 produits est ci-dessous présentée.

Produit 4.1 : Les femmes, enfants et jeunes, en particulier les plus vulnérables utilisent un paquet intégré de services de santé de qualité.

Dans le cadre de ce produit plusieurs résultats ont été atteints en 2017 avec l'appui du SNU :

Par rapport à la vaccination de routine, un plan pluriannuel couvrant la période 2018-2021 a été élaboré. Les données administratives du PEV montrent que 79% des enfants de moins d'un an ont reçu le vaccin contre la rougeole et 80% ont reçu trois doses du vaccin pentavalent. 45% des districts de santé (34/75) ont atteint au moins 90% de la couverture vaccinale pour les 3 doses du vaccin pentavalent chez les enfants de moins d'un an, tandis que 27% (21/75) ont atteint entre 80% et 90% de couverture pour le même antigène. En ce qui concerne le vaccin contre la rougeole, 75% des

districts ont atteint au moins 80 pour cent de couverture. L'objectif est d'atteindre 90% des districts sanitaires dans le pays qui ont une couverture vaccinale de 80%.

Concernant la prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME)/Tri Evaluation et Traitement des Urgences (TETU), en fin 2017, 162 structures publiques de santé prodiguent des soins cliniques aux enfants de moins de cinq ans selon l'approche PCIME grâce notamment au renforcement des capacités de 108 (34 à Mopti, 40 à Sikasso et 34 à Ségou) cadres des unités de pédiatrie/néonatalogie des CRE et EPH en TETU. Les outils de formation PCIME ont été revus/ produits et disséminés.

Pour ce qui est de la prise en charge des maladies de l'enfant par les agents de santé communautaires (ASC), les soins essentiels dans la communauté (SEC) ont largement contribué à élargir l'accès aux soins pour les enfants de moins de cinq ans. Grâce à cette stratégie, les ASC ont pu prendre en charge en 2017 28% des cas de paludisme non compliqué, 32% des cas d'infections respiratoires aiguës et 21% des cas de diarrhée. Selon les données du Système local d'information sur la santé (SLIS), en 2016, ces proportions étaient respectivement de 18%, 29% et 28%. Dans 10 des 65 districts de santé soutenus par le SNU, plus de 90% (586 851/634 175) des enfants âgés de 3 mois à 5 ans ont été traités. (Évaluation SMC, 2017).

En outre, le SNU a promu une initiative conjointe Santé-Protection pour développer un projet pilote visant à évaluer la reconnaissance des ASC en tant qu'agents d'enregistrement des naissances. Ainsi 26.858 naissances ont été enregistrées dans les établissements de santé ; 35.312 naissances à domicile ont été enregistrées à Sikasso, Mopti, Tombouctou et Gao. Le taux d'enregistrement des naissances rapporté par les ASC est de 40% (26.858 sur 67.566) et le taux de certification des naissances est de 88% (22.894 sur 26.858).

Dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité des SONU, le pourcentage de structures de santé qui offrent des services d'accouchement avec un équipement fonctionnel de réanimation néonatale est passé de 15% en 2015 à 25% en 2017.

Dans le domaine de l'utilisation des SONU, les données disponibles en décembre 2017 montrent que 84% des femmes enceintes ont bénéficié d'une Consultation Périnatale (CPN1) mais seulement 21% ont bénéficié d'au moins quatre Consultations Périnatales (CPN4). 44% des accouchements (selon les données provisoires de l'annuaire SLIS 2017) ont eu lieu dans les formations sanitaires. Si l'on considère les accouchements assistés par du personnel qualifié, ce taux est de 56,1% en 2017. On peut noter aussi qu'un texte institutionnalisant l'audit des Décès maternels a été élaboré. De même le Comité national d'audit des décès maternels a été mis en place.

Par rapport à la Santé de la Reproduction (SR) dans le contexte humanitaire, le plan de formation en Dispositif Minimum d'Urgence (DMU) en lien avec la SR a été actualisé et les 154 prestataires formés par le SNU sont maintenant actifs dans la prise en charge clinique des VBG dans toutes les régions affectées par la crise.

En matière de prévention et de lutte contre les Fistules Obstétricales (FO), le plan national de lutte contre la FO a été développé et 7 hôpitaux ont été dotés en kits de prise en charge des FO. Au total 190 femmes porteuses de FO ont été prises en charge.

S'agissant de la planification familiale (PF), 59 994 nouvelles utilisatrices de PF ont été enregistrées lors de la campagne nationale PF avec l'appui du SNU.

Produit 4.2: Les populations, en particulier les plus vulnérables ont accès à des services de qualité de prévention et de prise en charge du VIH et du Sida.

La contribution du SNU aux efforts du Gouvernement du Mali dans le cadre de la lutte contre le VIH /SIDA, a permis d'enregistrer une augmentation du pourcentage de femmes enceintes séropositives qui reçoivent les ARV pour réduire la transmission mère enfant du VIH de 29% en 2014 à 98% en 2017 pour une cible attendue de 90% en 2019.

En 2017, 77 structures de santé fournissent des ARV pédiatriques grâce à l'appui du SNU. Ce résultat représente seulement 20% de l'objectif global de 377 structures offrant les ARV pédiatriques à l'horizon 2019 de l'UNDAF.

Par rapport à la PTME spécifiquement, seulement 29% des femmes enceintes attendues, ont effectivement fait le test de dépistage du VIH. Cette proportion varie de 0% à Taoudéni et Kidal à 72% à Bamako. Seulement 34% de celles ayant bénéficié d'au moins une CPN a bénéficié également d'un test VIH. Cette proportion va de 0% à Taoudéni et Kidal à 58% à Bamako. 1541 femmes ont été dépistées positives et mises sous traitement antirétroviral (ARV) et 100% des enfants nés de mères séropositives au VIH ont reçus des ARV.

Le SNU a conduit des investigations pour évaluer la qualité de la prise en charge des personnes infectées par le VIH. Cette évaluation a montré que, sur 26 établissements sanitaires enquêtés de Bamako, Kayes, Ségou et Tombouctou, 95% offrent des services en matière de prise en charge du VIH et SIDA et que ces structures sont adaptées aux dites activités. Le nombre de PVVIH initiées sous ARV progresse en 2017 (65.655 en 2016 contre 73.088 en 2017) de même que celui des PVVIH suivies sous ARV (37.902 en 2016 à 42.072). Ceci a été rendu possible grâce au soutien à la mise en œuvre du plan continu de formation sur la délégation de tâches aux paramédicaux. Ainsi, le SNU a contribué à former 1.247 agents de santé et personnels paramédicaux pour l'atteinte des objectifs de la stratégie « *Treat All* ».

Produit 4.3 : Les mères et les enfants, particulièrement les plus vulnérables ou affectées par les crises alimentaires et nutritionnelles, bénéficient d'un paquet complet d'interventions nutritionnelles au niveau des communautés et des services

Grâce à l'appui du SNU, le pourcentage d'enfants ciblés souffrant de la malnutrition aiguë sévère pris en charge dans les centres nutritionnels a augmenté en passant de 107% en 2016 à 113% en 2017 pour une cible de 80% attendue en 2019. Cependant, s'agissant de la malnutrition aiguë modérée chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, la situation est moins reluisante et est marquée par un taux de prise en charge de 29% en 2017 contre 55% en 2015. Cette contreperformance s'explique notamment par les difficultés de mobilisation des ressources auprès des bailleurs les plus impliqués dans la lutte contre la malnutrition aiguë modérée.

L'appui du SNU a permis d'améliorer le statut nutritionnel des enfants à l'échelle nationale comme le fait ressortir la dernière enquête SMART 2017 avec la prévalence de l'insuffisance pondérale qui a baissé de 25% en 2014 à 19% en 2017 pour les garçons et de 24% à 14% pour les filles sur la même période.

La prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6-59 mois a aussi baissé de 14% en 2014 à 12% pour les garçons et de 12% à 10% pour les filles pour les mêmes années.

Dans le domaine de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) près de 200.000 mères d'enfants de 0 à 23 mois à Mopti et à Sikasso ont bénéficié de conseils sur l'ANJE et les pratiques de soins aux enfants au niveau du centre de santé et de la communauté.

Pour la **prévention des carences en micronutriments**, le SNU a continué à fournir un soutien technique et financier au gouvernement. En 2017, le pré positionnement de la vitamine A dans les différentes régions du Mali a permis, selon les données préliminaires d'administrer la Vit A à 4.400.482 enfants âgés de 6 à 59 mois pendant la campagne SVA, ce qui représente plus de 90% de la couverture. De même 3.162.196 enfants âgés de 12-59 mois ont reçu des comprimés vermifuges (Albendazole) et 525.948 enfants âgés de 6-59 mois ont reçu de la vitamine A au cours de la supplémentation en routine tout au long de l'année.

Grace à la mise à la disposition du Gouvernement du Mali par le SNU d'intrants (RTUF, matériel anthropométrique, médicament pour le traitement médical systématique) pour la prise en charge des enfants malnutris dans 74 districts sanitaires, 120.431 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère ont été pris en charge avec un taux de guérison de 90 % et un taux de décès de 0,59% en 2017 tandis que le taux d'abandon est de 8,8% (selon les données provisoires de l'annuaire SLIS 2017).

Concernant la **malnutrition aigüe** modérée spécifiquement, 489 centres de santé sur 1345 ont été assistés par le SNU en matière de prise en charge, soit une couverture de 36% due surtout à des ressources limitées en 2017. Plus de 128.000 personnes ont été traitées guéries dans les structures de santé dont plus de 92.000 enfants de 6-59 mois et plus de 36.000 femmes enceintes et allaitantes. Les indicateurs de performance du traitement de la MAM enregistrés en 2017 sont respectivement de 82,8% de taux de guérison, 17% pour le taux d'abandon et aucun décès

Dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal particulièrement, plus de 164.000 personnes ont bénéficié de services de prévention de la malnutrition aigüe modérée pendant la période de soudure, dont plus de 110.000 enfants de 6-23 mois et 54.000 femmes enceintes et allaitantes. Par ailleurs, environ 6.000 accompagnants des enfants sévèrement malnutris hospitalisés dans les URENI ont bénéficiés des repas chauds pendant la durée du séjour de leurs enfants afin de les encourager à rester dans les centres de santé avec les enfants malades pour suivre le traitement.

Produit 4.4 : Les enfants d'âge préscolaires et scolaires et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables ont accès à une éducation de base de qualité.

En 2017, les appuis du SNU ont permis à 120.377 enfants déscolarisés ou non scolarisés de participer à un enseignement ou un apprentissage au niveau primaire.

Grâce à l'appui aux cantines scolaires, 108.780 élèves ont pu continuer à bénéficier de l'éducation de base en 2017. Les efforts pour assurer une éducation de qualité à travers l'alimentation scolaire visent 750 écoles pour 175.984 repas scolaires en 2019. En 2017, 596 écoles en ont déjà bénéficié.

S'agissant de l'**appui à la formation professionnelle des jeunes réfugiés** pour la période d'octobre 2016 au 30 juin 2017, 477 élèves (dont 251 garçons et 226 filles) sur un total de 4.021 en âge d'être scolarisés ont été inscrits à l'éducation primaire.

Produit 4.5 : Les groupes vulnérables (jeunes filles, garçons et femmes) bénéficient de protection et de prise en charge adéquate contre les violences, abus et exploitation

Le SNU a contribué à la prise en charge de 6.128 victimes de VBG selon leur besoin en soutien Psychosocial (3.351), services de Santé (1.993), aide Juridique (84) et activités génératrices de revenus (700).

Le SNU a appuyé l'élaboration de l'avant-projet de loi VBG, validé par la Société Civile et remis à la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) en juillet 2017. Le SNU également a appuyé le développement et la diffusion des Procédures Opérationnelles Standards (SOP) pour la gestion de cas VBG.

Le renforcement des capacités des acteurs impliqués (police, élèves, animateurs, juridique des travailleurs sociaux, psychologues, assistants, médecins, etc.) dans la prise en charge des VBG/MGF et l'utilisation du Cinéma Numérique Ambulant promu par le SNU pour la communication de masse sur les MGF/E a permis d'améliorer les connaissances de 201.251 personnes issues de 352 villages sur les risques liés aux MGF/E et au mariage des enfants.

La disponibilité des données sur les VBG a été améliorée par la production de rapports et outils d'aide à la décision (rapport MARA 2017 ; rapport de l'étude sur les écarts entre la législation malienne et les textes ratifiés par le Mali ; manuel de sensibilisation et de formation des magistrats et auxiliaires de justice sur les VBG).

De plus, 1.136 victimes des complications des MGF ont reçu une prise en charge, et 77 communautés ont déclaré l'abandon des MGF.

Dans le domaine du renforcement de l'état civil, 6.876 acteurs de l'état civil des régions de Sikasso (sud) et Mopti (centre) ont été formés et sont désormais capables d'enregistrer les naissances conformément aux procédures en vigueur. Dans la région de Sikasso 1.251 centres d'état civil ont été équipés en kits de déclaration d'enregistrement des naissances. En conséquence, les services de l'état civil peuvent maintenant offrir des prestations de qualité pour environ 410.000 demandes d'enregistrement des naissances dans ces régions. Par ailleurs, un groupe de 71 formateurs a été mis en place à Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti et dans le district de Bamako pour assurer la formation de 6.000 agents de l'état civil en 2018 sur les procédures de déclaration et d'enregistrement des événements démographiques, y compris l'enregistrement des naissances. Les capacités de 1.200 adolescentes non scolarisées et migrantes du district de Bamako, de Gao et de Tombouctou et 60 agents de santé villageois à Mopti ont été renforcées pour sensibiliser leurs pairs sur l'importance et les procédures de déclaration des naissances.

Produit 4.6 : Les groupes vulnérables bénéficient de services de protection sociale adéquate

La Politique Nationale de Protection Sociale adoptée en 2017 a été diffusée dans 10 régions du Mali (plus le district de Bamako) au grand public.

En 2017, grâce à la contribution du SNU, le pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé était de 5% contre 4% en 2012 montrant l'atteinte de la cible de 5% à l'horizon 2019.

Dans le domaine des transferts monétaires, 135.725 ménages vulnérables ont bénéficié de transfert monétaire avec l'appui du SNU pour une meilleure protection sociale contre 4.761 avant la mise en œuvre de l'UNDAF pour une cible de 122.000 en 2019.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, plus de 132.000 personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle (environ 22.000 ménages) ont bénéficié de transfert monétaire inconditionnel en 2017. Aussi, 2.500 ménages pauvres et très pauvres (50% de femmes) des cercles de Bandiagara et de San (respectivement dans les régions de Mopti et Ségou) ont bénéficié du programme de CASH+ (distribution d'intrants agricoles et d'élevage et transferts monétaires). Un montant total de 125.000 USD a été distribué à 2.000 ménages. Le projet d'appui monétaire destiné à payer les viatiques aux rapatriés maliens venus des camps de réfugiés de la Mauritanie, du Niger et du Burkina Faso a permis de porter une assistance financière à 5.439 rapatriés sur les 6.000 prévus, soit un taux de réalisation de 90.65%.

En matière d'appui aux réfugiés rapatriés, 76 cas de conditions médicales sérieuses (CMS) et 84 personnes à besoins spécifiques ont été assistées médicalement. 145 réfugiés ont bénéficié d'une prise en charge à travers l'UTM (Union Technique Mutualité).

Effet 5

2.5- Effet 5 : Les populations défavorisées particulièrement les femmes et les jeunes, bénéficient de capacités et d'opportunités productives accrues, dans un environnement sain et durable, favorable à la réduction de la pauvreté

2.5.1- Progrès dans l'atteinte de l'effet

Le taux d'insécurité alimentaire pour l'ensemble du pays s'est légèrement amélioré, passant de 21% en 2016 à 20% en 2017. La cible à l'horizon 2019 est de 14%.

Le taux de croissance économique a connu une légère augmentation, passant de 5,3% en 2016 à 5,5% en 2017 pour une cible escomptée de 7% à l'horizon 2019.

Le taux de pauvreté s'est légèrement amélioré (47,10% en 2015 et 46,8% en 2017) pour une cible de 21% en 2019.

2.5.2- Réalisations majeures

Produit 5.1 : Les populations défavorisées et les exploitations familiales bénéficient de compétences techniques, de moyens et d'activités génératrices de revenus pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

- ◆ 695.059 personnes en insécurité alimentaire (dont 354.480 femmes) ont bénéficié d'assistance alimentaire sous forme de vivres, de cash et bons d'achats à travers les activités du Plan National de Réponse (PNR). L'objectif d'assister en fin 2019, 600.000 personnes en phase de crise (phases 3 à 5) a été atteint. Toutefois il faut signaler que dans l'ensemble, le nombre de personnes assisté entre 2015 et 2017 a considérablement diminué du fait d'une faible mobilisation des ressources ;
- ◆ 127.217 personnes (dont 80.462 femmes) ont été insérées dans des activités génératrices de revenus dans les domaines du maraîchage, de l'élevage et de la transformation agroalimentaire, ce qui représente une augmentation notable (84.074 personnes en 2016) ;
- ◆ 33 groupements de femmes ont vu leurs capacités renforcées grâce aux actions de plaidoyer et de formations techniques et organisationnelles et 170.397 personnes (dont 86.051 femmes) ont reçu une assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs ;

- ◆ 2.423 ha de terres ont été réhabilités. Par ailleurs, 682 ha de périmètres irrigués et 64 forages et puits ont été réalisés dans les périmètres des communautés ciblées.

Produit 5.2 : Les structures étatiques, le secteur privé, la diaspora et la société civile disposent de



compétences techniques et de moyens pour améliorer les capacités productives et commerciales pour impulser une croissance verte et inclusive.

En matière de renforcement des capacités productives et commerciales pour impulser une croissance verte et inclusive, les contributions des Nations Unies au titre de l'année 2017 ont permis :

- ◆ L'opérationnalisation de 03 instances nationales (CSSP, CPI) de pilotage du dialogue public -privé ;
- ◆ Le développement de 17 filières agroalimentaires sur une cible 20 à l'horizon 2019 ;
- ◆ L'implantation de 135 ha de parcelles semencières rizicoles dans 55 villages au profit de 134 producteurs de semences dont 27 femmes ;
- ◆ La tenue de deux ateliers techniques de formation sur la production, l'analyse et le suivi des indicateurs CREDD et des ODD et sur les outils RIA et MAPS du PNUD ;
- ◆ Le développement et la mise en phase du logiciel GEPRIMA notamment avec le PRED, la DGDP, la CPS et la CADB ;
- ◆ La tenue de l'atelier de validation du rapport sur l'étude pour la formulation d'un programme de développement de la viande malienne à l'exportation avec les acteurs de la filière bétail/viande du secteur privé en l'occurrence les éleveurs, les représentants des différents départements intervenant dans la filière du bétail/viande, les représentants des agences de développement régionales, les Gouverneurs de régions et les partenaires techniques au développement.

Produit 5.3 : La mise en œuvre des politiques nationales de création d'emplois et d'entrepreneuriat féminin favorise une meilleure insertion socio-économique des jeunes et des femmes.

Sur l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes à travers la mise en œuvre de politiques nationales de création d'emplois et d'entrepreneuriat féminin, les appuis des Nations Unies ont permis en 2017 :

- ◆ 9.211 emplois ont été créés dans les zones affectées par la crise (dont 8.389 pour des femmes) dans les domaines de l'aménagement hydroagricole, de la protection environnementale, de l'agriculture, de la pisciculture et l'artisanat ;
- ◆ 667 jeunes dont 316 filles des régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Bamako ont eu leurs capacités renforcées en coupe couture, mécanique auto, construction métallique, transformation agroalimentaire, coiffure esthétique, teinture, maintenance informatique et compétence de vie. Par ailleurs, 40 jeunes ont été formés à la robotique et aux STEM (Sciences, Technologies, Ingénieries et Mathématiques) ;
- ◆ 436 personnes dont 348 femmes ont eu leurs capacités renforcées en management et entrepreneuriat afin de leur permettre d'acquérir les compétences managériales dans leur activité agricole dans le cadre de la mise en œuvre du projet AGRIFED ;

- ◆ 24 sites de production de charbon ont été aménagés au profit de 12 coopératives féminines qui ont également été dotées en meules Casamançaise et en kits d'outillages ;
- ◆ 5731 femmes ont bénéficié d'un appui financier des Structures de financements décentralisés (SFD) et les Agrès de 80 jeunes entrepreneurs sélectionnés et 27 groupements de femmes des régions de Gao et Tombouctou ont bénéficié de la mise en place d'un mécanisme d'appui financier « Mobile Banking ».

Produit 5.4 : Les populations vulnérables bénéficient d'un meilleur cadre de vie à travers un accès durable à l'eau et un assainissement adéquat.

Dans le domaine de l'accès durable à l'eau et à un assainissement adéquat :

- ◆ 494.192 personnes (dont 307.392 en situation humanitaire et 180.336 enfants) ont accès à l'eau potable dans 176 communautés dans les régions de Sikasso, Mopti, Gao et Kidal (réalisation et réhabilitation respectivement de 107 et 39 forages équipés de pompes à motricité humaine, et respectivement de 25 et 5 Systèmes d'hydrauliques villageoises améliorés) ;
- ◆ 353 nouveaux villages ont éradiqué la défécation à l'air libre dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Mopti et Tombouctou ; ainsi 942.500 personnes vivent dans les communautés certifiées FEDAL pour une cible de 1.000.000 en 2019 ;
- ◆ 150 acteurs élus communaux et usagers (portion du sous bassin du Bani) ont été formés sur les aspects de sauvegarde du fleuve Niger, de ses ressources et ses implications sur la sécurité alimentaire pour la prise en compte des problématiques majeures du fleuve Niger dans les documents de planification nationaux et locaux pour une gestion durable ;
- ◆ 289 centres de santé et 95 unités Wash Marketing sont opérationnels dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti. Un document de référence sur le paquet minimum d'activité WASH en milieu de soins, un plan stratégique et un plan de communication sont disponibles ;
- ◆ 194 personnes (dont des enseignants, relais et membres des associations des jeunes) des régions de Gao et Tombouctou ont été formés sur les thématiques : « éducation à l'hygiène », « l'hygiène de la chaîne de l'eau et la salubrité de l'environnement » ;
- ◆ Les capacités de 260 agents des Directions nationales et régionale de l'hydraulique, de la santé et de l'hygiène publique, de l'assainissement ainsi que les agents des collectivités décentralisées de toutes les régions du Mali ont été renforcées sur la compréhension des ODD et leurs traductions dans la stratégie des programmes de développement ;
- ◆ La base de données des comptes nationaux du secteur de l'eau, l'hygiène et l'assainissement a été mise en place et un rapport de « l'Initiative Tracking » a été produit ;
- ◆ Les comptes de la Santé et du secteur Eau - Assainissement ont été établis. Ce qui a permis de noter un accroissement en 2017 de 8,15 % de la dépense totale en santé ;
- ◆ 25% des écoles ont des dispositifs de lave-mains devant les blocs de latrines à Tombouctou.

Produit 5.5 : La résilience des populations face aux changements climatiques est renforcée par la mise en œuvre des politiques de promotion de l'utilisation accrue des énergies nouvelles et renouvelables, l'efficacité énergétique par des mesures d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophes

En matière de résilience des populations face au changement climatique :

- ◆ 300 villages ont bénéficié de technologie d'énergie pour une cible de 200 ;

- ◆ 425 producteurs membres des champs écoles paysans ont été formés sur les bonnes pratiques et technologies d'adaptation aux changements climatiques ;
- ◆ 80% des producteurs agricoles ont été formés et utilisent des techniques de maîtrise et de gestion d'eau et/ou des techniques de production et de gestion durable des terres ;
- ◆ 80% d'éleveurs de bétail et agriculteurs dont 30% de femmes participent aux actions pilotes mises en œuvre sur les stratégies locales d'adaptation intégrée dans les régions de Kayes, Koulikoro et Ségou ;
- ◆ 02 comités communal et local RRC ont été mis en place et sont opérationnels ;
- ◆ 43 élus et agents communaux dont 06 femmes ont été formés sur les thématiques liées au changement climatique ;
- ◆ 2 projets pilotes sont en exécution directe avec les collectivités de Nonssombougou et Soroly avec une PCP réalisée dans chacune des communes et la création / réhabilitation d'actifs productifs. Ceci a permis à 170.397 personnes d'être assistées à travers les activités de création d'actifs ;
- ◆ 32 magasins de stockage d'une capacité de 100 tonnes chacun ont été construits pour les organisations paysannes ;
- ◆ 13 collectivités territoriales ont été renforcées aux techniques et approches d'intégration des changements climatiques dans leur Programme de développement économique, social et culturel (PDSEC). Parmi ces collectivités territoriales renforcées, 10 ont effectivement intégré la dimension changement climatique dans leur PDSEC en révision ;
- ◆ 11 groupements de femmes ont reçu des fours de transformation de poisson (fonctionnant à l'énergie solaire) dans le cadre du partenariat avec le WAPP ;
- ◆ L'évaluation du secteur de la santé au changement climatique conduite par le ministère de la santé en collaboration avec le Système des Nations Unies a permis d'identifier le district sanitaire le plus à risque par zone éco climatique du Mali par rapport aux deux premières causes de consultation (paludisme et infections respiratoires aiguës IRA) selon EDSMV.

Produit 5.6 : Les populations et les autres acteurs affectés par la désertification et la déforestation bénéficient de capacités accrues pour gérer de manière durable les ressources naturelles et protéger la biodiversité et les écosystèmes.

Sur les questions liées à la gestion durable des ressources naturelles, la protection de la biodiversité et des écosystèmes :

- ◆ 107.719 ha de superficies ont été protégées contre 100 000 ha en 2016 pour une cible de 131 220 en 2019 ;
- ◆ Le bilan des émissions/absorptions de gaz à effet de serre dans le secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie (Giga grammes de CO₂) est de -245 177 Ktéq comparativement à l'année 2016 où il était de -216 152 Ktéq ;
- ◆ 585 organisations paysannes ont été formées et appliquent les bonnes pratiques GDTE dans leurs parcelles d'exploitation agricole pour améliorer leur production et productivité au terme de 12 sessions de formation organisées dans les 6 cercles d'intervention du projet (Bankass, Koro, Douentza, Bougouni, Koutiala et Sikasso) ;
- ◆ 03 projets ont été mis en œuvre à travers le Fonds Climat Mali pour une cible de 10 projets.

3. Résultats de « Unis dans l'action »

L'équipe pays a enregistré au titre de l'année 2017 des résultats significatifs dans la mise en œuvre des services communs, notamment dans le fonctionnement des sous bureaux conjoints, la mise en place de système conjoint de gestion du carburant au nord, le système de télécommunication conjointe, et d'un Roster commun de fournisseurs.

Au titre des résultats obtenus, on relève en 2017 :

- Le renforcement de la fonctionnalité des sous-bureaux des agences notamment à travers la disponibilité d'un pool de voitures blindées, de services communs internet, sécurité, et ASMT ;
- La mise en place d'un système commun de gestion du carburant dans le nord permettant l'acquisition du carburant sans taxe, la disponibilité du carburant 24h sur 24 et sur 7jours et la continuité des opérations des agences ;
- La disponibilité d'un système de télécommunication commun favorisant l'amélioration de la communication entre les agences et la MINUSMA, la surveillance en matière de sécurité, la réponse aux situations d'urgence et le gain d'efficience et d'efficacité ;
- La disponibilité d'une liste commune de fournisseurs, des accords de long terme (LTA) pour toutes les agences permettant la fourniture améliorée de services de qualité par des fournisseurs ayant une bonne connaissance des procédures des organismes des Nations Unies, la réduction du dédoublement des offres et l'obtention de meilleur rapport qualité-prix des offres ;
- L'opérationnalisation d'un Guest House commun à GAO ;
- La mise en place d'un Centre intégré de contrôle de sécurité ;
- La disponibilité d'une liste commune du personnel des Nations Unie ;
- La fonctionnalité d'un centre commun de bien-être pour le staff des Nations Unies (Gym, Garderie) ;
- L'opérationnalisation d'une clinique médicale de niveau 1 pour les staffs des Nations Unies et leurs dépendants ;
- La mise en place et l'utilisation d'un système harmonisé et de la technologie adaptée pour le transfert monétaire (One Pay).

4. Résultats de « Unis dans la communication »

Au titre de l'année 2017, les Nations Unies au Mali ont poursuivi la mise en œuvre de la stratégie commune de communication visant à renforcer l'image positive de l'ONU et de ses activités auprès des populations, du Gouvernement et des partenaires.

Les principaux résultats enregistrés concernent :

- La bonne perception du travail des agences au Mali au sein des populations ;
- La bonne visibilité dans la presse internationale et sur le web pour le public malien ;

Les réalisations majeures au cours de l'année portent sur la tenue d'une session d'échanges de trois (3) panels de Chefs d'agences avec des journalistes (dont enfants journalistes) et les communicateurs web sur les missions et les résultats du SNU au Mali, des activités de communications événementielles à l'occasion de la célébration de la journée des Nations Unies qui ont permis de renforcer la visibilité des agences, fonds et programmes au Mali. Un accent particulier a été mis en direction des jeunes à travers les media et des conférences publiques dans les lycées pour les informer et sensibiliser sur les

Objectifs de Développement Durable. Divers articles promotionnels sur les Nations Unies ont été produits et diffusés au cours de l'année auprès des populations et des partenaires.

Le développement du site web des Nations Unies au Mali au Mali a été également accéléré et sera mis en ligne au cours de l'année 2018. La production d'un film documentaire sur les résultats des Nations dans le pays a été aussi initiée et sera finalisée en 2018.

5. Eléments financiers

EFFETS	ORGANISMES CONCERNES	BUDGET ET DEPENSES 2017			
		BUDGET 2017 US \$	MONTANT MOBILISE	DEPENSES US \$	TAUX D'EXECUTION FINANCIERE ¹
EFFET 1	MINUSMA (SSR/DDR, PAD, Médiation, Affaires Civiles, HRD, Genre), UNDP, UNODC, UNMAS, UNPOL, UNICEF, IOM, ONUFEMMES	28.845.839	26.604.994	22.893.338	86%
EFFET 2	MINUSMA, (Affaires Civiles, ECU, HRD) PNUD, UNESCO, UNICEF, ONU-FEMMES, UNHCR, IOM, ONUDI	6.846.300	3.502.752	3.467.887	99%
EFFET 3	MINUSMA (HRD/OHCHR ; Affaires Civiles), PNUD, UNICEF, ONU-FEMMES, UNFPA, UNHCR, UNCDF, OIM	27.986.119	26.157.429	23.825.025	91%
EFFET 4	UNFPA, UNICEF, OMS, PAM, UNESCO, ONUSIDA, ONUFEMME, FAO, UNHCR ; OCHA ; PNUD.	101.408.435	87.627.629	81.544.782	93%
EFFET 5	MINUSMA (S&R, ECU), PNUD, FAO, UNICEF, CNUCED, ONUDI, FIDA, UNFPA, PAM, OMS, BIT, UNHABITAT, UNEP, UNCDF, ONU femmes	96.084.667	62.784.262	56.426.544	90%
TOTAL		261.171.360	206.677.066	188.157.576	91%

¹ Le taux d'exécution financière est le ratio dépenses sur montant mobilisé.

6. Enseignements tirés et perspectives

L'année 2017 a été l'occasion de consolider les acquis de la mise en œuvre de l'UNDAF+, notamment par l'approfondissement de la coordination des interventions des agences, fonds et programmes du Système des Nations Unies et de la MUNISMA, grâce à une vision intégrant les préoccupations de développement prioritaires avec celles de relèvement post-crise. L'appui des Nations Unies dans tous les secteurs a été crucial pour maintenir les avancées dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la réconciliation nationale et la réalisation des dividendes de la paix.

De façon globale, la contribution des Nations Unies à la préservation de la paix et de la cohésion sociale, à l'atteinte des objectifs de développement socio-économique, et de l'accès des populations vulnérables aux capacités productives et aux services sociaux de base, notamment dans les zones affectées par le conflit est restée une constante de la planification conjointe des activités des Nations Unies au Mali tout au long de l'année 2017.

Toutefois, force est de constater que les conséquences de la crise politico-sécuritaire persistent toujours et continuent d'être une menace sur la stabilité du Mali et le bien-être des populations affectées. En effet, l'insécurité dans les régions du Nord limitent les opérations de terrain et affectent considérablement l'exécution des programmes de développement soutenus, à la défaveur des populations bénéficiaires cibles.

En matière de paix, de sécurité et de réconciliation, on note que les tensions générées par la crise impliquent d'investir davantage dans la sensibilisation même si son impact est difficile à évaluer dans le court terme. Il importe aussi de mettre en évidence la nécessité de : (i) la création d'une autorité nationale et interministérielle dédiée à la lutte anti-mine ; (ii) la mise en place d'un mécanisme national de pilotage et de coordination des acteurs (nationaux et internationaux) dans ce domaine, ainsi que l'implication des populations dans le cadre d'une approche de sécurité de proximité pour améliorer les rapports FDSM / populations. Des efforts devront être portés aussi sur la prise en compte de l'approche genre dans le cadre de la justice transitionnelle et d'une stratégie qui renforcera la confiance des victimes et des témoins à ce mécanisme dans les régions encore en insécurité.

La réussite du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement dans le domaine de la Gouvernance dépendra de la levée de certaines contraintes dont l'opposition des associations religieuses musulmanes au projet de loi VBG (à cause de l'excision), l'absence de visibilité par rapport au calendrier des consultations électorales dans certaines localités et le retard dans la mise en place des Autorités Intérimaires elle-même tributaire des soubresauts de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation. Il s'y ajoute la faible capacité d'analyse et l'absence d'une documentation sur des phénomènes de pauvreté des enfants et qui est un corolaire du manque de données et d'évidences à la fois sur les thématiques et sur les résultats/succès des actions sur la protection sociale. Au regard de ces contraintes, il convient, entre autres de fédérer tous les acteurs et de susciter l'engagement des plus hautes autorités à faire voter la loi sur les VBG.

Concernant l'accès aux services sociaux de base et à l'amélioration des conditions nutritionnelles et sanitaires, des avancées notoires ont été enregistrées malgré l'insuffisance des ressources financières et humaines. Cependant, l'interconnexion entre les interventions au niveau institutionnel, régional et local est indispensable pour réussir l'action de promotion des droits des femmes et de lutte contre les violences basées sur le genre.

L'appui à la croissance inclusive et le développement durable révèle le caractère déterminant des synergies développées entre les agences et avec les autres partenaires dans l'atteinte de certains résultats escomptés comme la création d'emplois ruraux au profit des groupements de femmes et de jeunes. Il a aussi démontré une intégration de plus en plus importante des dimensions transversales

du développement telles que le genre, l'environnement, les changements climatiques, les droits humains, la sécurité alimentaire et la nutrition dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement du Mali. Il conviendra de continuer les activités de renforcement de capacités des équipes opérationnelles et de mieux considérer la nature stratégique de l'eau dont l'insuffisance et l'accès souvent difficile ont constitué un handicap majeur pour la cohésion sociale dans plusieurs localités.

Dans le domaine de l'amélioration des revenus, la réalisation des objectifs de développement socio-économique du Mali à travers le cadre d'appui consensuel en place a révélé l'importance des activités génératrices de revenus qui sont un vecteur de cohésion sociale et une expression du vouloir vivre en commun. Ces AGR ont positivement impacté les conditions de vie des populations et, en particulier celles des femmes et des jeunes qui ont pu s'insérer et acquérir une autonomie financière appréciable. Ainsi, la forte motivation des femmes dans le développement des AGR et surtout dans la culture de rentes vivrières ont contribué fortement à la prise en charge de dépenses courantes des ménages, et minimisé du coup leur dépendance vis-à-vis des hommes.

Contraintes Majeures :

La dégradation de la situation sécuritaire dans plusieurs régions du Mali, notamment dans les régions du nord et du centre a constitué une contrainte majeure à la mise en œuvre de l'UNDAF en 2017. L'insécurité a entraîné entre autres la réduction et même l'absence des autorités étatiques et autres agents de l'Etat dans plusieurs des localités concernées, et même parfois des autres acteurs comme les ONG ou les prestataires de service privés. Elle a aussi réduit tous les déplacements et entravé la réalisation des activités humanitaires et de développement dans lesdites localités.

De façon spécifique on peut noter les contraintes suivantes :

- Le retard dans le démarrage effectif du DDR y compris avec l'identification des enfants au sein des groupes armés, avec des défis en termes de sécurité, de coordination, de sensibilité politique et de disposition des acteurs à fournir la protection et services ;
- L'opérationnalisation et les capacités encore limitées du PJS et de la BIS, malgré l'engagement politique de l'État ;
- La lenteur dans l'opérationnalisation du MOC ;
- Le faible engagement des acteurs institutionnels par rapport à la participation aux initiatives en matière d'égalité des sexes notamment par rapport au respect de la loi 052/2015 sur le quota ;
- Le changement de la tutelle de l'autorité nationale impliquée dans la lutte anti-mines et contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (désormais placée au niveau du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile) a ralenti les efforts pour soutenir le développement des capacités nationales ;
- Les difficultés de l'accès à l'eau constituent un handicap pour la cohésion sociale dans plusieurs localités ;
- Instabilité du calendrier des consultations électorales qui restent à organiser dans certaines localités, au niveau cercle et région ;
- Non adoption au plan politique du code de protection de l'enfance discuté au niveau technique en 2014 ;
- Non harmonisation de la législation nationale en matière de protection des droits des femmes avec les textes ratifiés par le Mali ;

- Non adoption au plan politique de la stratégie de réforme de l'état civil validé en 2016 ;
- Insuffisance dans la collecte des données à tous les niveaux ;
- Mobilité du personnel et Insuffisance de personnel en quantité et en qualité pour les services sociaux de base.

Leçons Apprises

- L'utilisation des structures locales ayant une assise communautaire pour favoriser les liens avec les bénéficiaires et les communautés permet d'influencer positivement les attitudes et pratiques en faveur des groupes cibles ;
- La coordination des partenaires qui appuient les institutions permet d'optimiser les résultats et le suivi ;
- Les projets intercommunautaires favorisent le rapprochement entre les communautés impliquées ;
- Les ressources générées par la vente des récoltes issues des AGR contribuent fortement à la prise en charge des dépenses courantes des ménages et favorisent l'autonomie des femmes vis-à-vis des hommes ;
- L'implication des autorités et leaders communautaires, ainsi que des enfants et jeunes au niveau local, permet de toucher beaucoup plus de populations et d'avoir des impacts plus significatifs, notamment lors des Assemblées Générales et des Séances de sensibilisation communautaire ;
- La planification conjointe et la mise en œuvre concertée des interventions dans une même région facilitent l'atteinte des résultats communs ;
- L'élaboration du Plan Conjoint des Nations Unies pour la Lutte contre le VIH au Mali permet de mobiliser des fonds supplémentaires pour les agences des Nations Unies ;
- La fourniture et le pré-positionnement dans les structures de santé des kits d'urgence SR a permis la célérité de la prise en charge des urgences gynéco obstétricales dans les régions du nord et du centre du Mali ;
- L'engouement des bénéficiaires face à l'augmentation des revenus et actifs productifs du ménage, la forte implication des collectivités et des autorités villageoises et locales dans la mise en œuvre et le suivi des activités est à la fois un signe de participation effective et d'appropriation des interventions SNU par les communautés ;
- La collaboration avec des ONG locales qui travaillent avec des commerçants locaux permet de faire les transferts monétaires en l'absence d'institutions financières ;
- La création d'emplois en faveur des jeunes dans des filières économiques correspondant à leurs profils et aux besoins du marché a contribué de manière efficace au renforcement de la cohésion sociale entre les jeunes et leurs communautés de base et à la relance économique ;
- Les connaissances et expertises prodiguées aux collectivités territoriales sont en train d'être largement assimilées par les acteurs locaux ; ces collectivités ont intégré de façon effective le CC dans leur PDSEC en révision ;
- Le renforcement des capacités des équipes opérationnelles doit se poursuivre.

ANNEXE : PROGRES REALISES PAR RAPPORT AU CADRE DE RESULTATS DU PROGRAMME UNIQUE

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
Effet 1 : La paix et la stabilisation sont assurées à travers un dialogue politique inclusif, une réforme des institutions concernées et la promotion d'une coexistence pacifique et le respect des droits humains	Nombre d'incidents (par types) de sécurité associée au conflit ou à ses conséquences	722 (2014)	0	Base de données UNDSS	1098	904	1274
	Nombre de victimes d'incidents de sécurité associés au conflit ou à ses conséquences (décomposé en H/F, militaires, civils, moins de 18 ans et adultes)	44	0	Base de données UNDSS	² N/A	N/A	A COMPLETER xx
	Nombre de réfugiés et déplacés internes (PDI) (désagrégés H/F et par région)	Réfugiés 140,033	A déterminer	Rapport annuel du UNHCR 2017	140,129 réfugiés	135 985 réfugiés	Total : 101,279 réfugiés et PDI (54,691 femmes et 46,588 hommes). Refugiés en 2017 : 63,107 : Bamako : 516 (F :268 et H :248) Koulikoro :216 (F :112 et H :104) Ségou : 1106 (F :575 et H :531) Mopti : 3903 (F :2030 et H :1,873) Gao :14035 (F :7,298 et H :6,737) Ménaka :12,088 (F :6,286 et H :5,802) Tombouctou :29,491 (F :15,335 et H :14,156) Kidal :1752 (946F et 806) PDI en 2017 : 38,172 Bamako : 2,901 (F :1,845 et H :1,572) Kayes :14 (F :8 et H :6) Koulikoro :786 (F :541 et H :461)
	PDI 126,249			PDI 49,883 (fin janvier)	36 690 PDI		

² Les mentions N/A (Non Applicable) dans l'Axe 1 sont relatives aux nouveaux indicateurs introduits pour donner suite à l'évaluation à mi-parcours et la revue de la matrice des indicateurs

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
							Sikasso :20 (F :11 et H :9) Ségou : 6,723 (F :3,630 et H :3,0923) Mopti : 2,151 (F :1,162 et H :989) Gao :7,978 (F :4,308 et H :3,670) Ménaka :7,291 (F :3,937 et H :3,3539) Tombouctou :9,995 (F :5,397 et H :4,598) Kidal : 313 (F :169 et H :144)
	Nombre de cas de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrés et liés à la situation sécuritaire au Mali (distinguer les victimes hommes, femmes, filles, garçons)	114 (2012-2014, base de données section droite de l'homme MINUSMA)	0	Base de données MINUSMA/HRPD/OHCHR	225	426	462 violations et abus des droits de l'Homme
Dont au moins 57 cas concernant des enfants					Dont 102 enfants et 27 femmes	1074 victimes dont au moins 48 femmes et 36 enfants	
Produit 1.1. Dialogue politique / médiation : Capacités techniques des institutions gouvernementales et des autres acteurs nationaux, y compris les groupes armés, renforcées en vue de l'amélioration des mécanismes de dialogue inclusifs sont améliorées à travers le renforcement	Indicateur 1.1.1 Nombre d'institutions régionales, nationales publiques ou parapubliques ayant reçu un renforcement pour la gestion des conflits et la promotion de la paix et la réconciliation	0	10	Rapports annuels	3	4 entités (27 membres de forces de sécurité ; 2 enseignants de l'Ecole de Maintien de la Paix de Bamako ; 10 journalistes)	7 (CVJR, CNDRR, CRSS, Commission d'Intégration, MPFEF, Police, Justice) - total 1305 bénéficiaires
	Indicateur 1.1.2 Nombre d'acteurs nationaux non gouvernementaux, y compris les groupes armés, ayant reçu un renforcement pour la gestion des conflits, la promotion de la paix et la réconciliation	0	AD	<ul style="list-style-type: none"> Sources de données/Moyens de vérification : Données SNU/Effet1, Données du MRN 	N/A	N/A	

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
	Indicateur 1.1.3 Proportion de femmes parmi les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux renforcés dans la gestion des conflits et la promotion de la paix et la réconciliation	0%	AD	<ul style="list-style-type: none"> Sources de données : Données SNU/Effet1, Données MRN 	N/A	N/A	
Produit 1.2.							
Secteur de la sécurité : Le secteur de la sécurité est renforcé par la mise en œuvre de la politique nationale de la réforme du secteur de la sécurité, y compris la lutte contre les crimes transnationaux	Indicateur 1.2.1 Taux d'exécution des actions inscrites dans le Plan National RSS 2015-2019	0	100%	Décrets portant création du CNRSS, CNDDR, CI et liste des membres nommés existents. Sharedrive SSR-DDR	ND	10%	47% Cumul
	Indicateur 1.2.2 Nombre des postes frontières aériens, terrestres et maritimes (port sec de Bamako) dont les capacités ont été renforcées sur le plan opérationnel et technique	2	9	Rapport annuel OIM 2016 Rapports d'activités UNPOL	1	4 Postes de Police	A COMPLETER
	Indicateur 1.2.3 Nombre de personnes des forces armées et de sécurité malienne ayant	4100	10000	Rapports HCDH, UNPOL, PNUD, ONU Femmes	1 049 (dont 53 femmes)	914 (dont 81 femmes)	3456 (dont 270 femmes) Cumul : 5419 (dont 404 femmes)

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
	reçu des formations techniques et des formations sur le droit international des droits de l'homme, la résolution 1325 et les principes humanitaires (en H/F)						
V Produit 1.3 : DDR/Réinsertion : Les capacités techniques, logistiques et institutionnelles de la Commission nationale de DDR et des acteurs concernés sont renforcées pour la mise en œuvre d'une démobilisation et d'une réinsertion inclusive (ex-combattants, milices et groupes d'auto-défense, communautés et groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants).	Indicateur 1.3.1 Nombre d'ex éléments des groupes armés, personnes associées (y compris femmes, hommes, enfants, handicapés, et membres des communautés) ayant été enregistrés et ayant bénéficié des projets de Réinsertion, ou relâchés/réunis avec leurs familles pour les enfants	0	10000	Sources de données/Moyens de vérification : Données SNU/Effet1, CNDDR	0	0	0 (processus d'enregistrement est en cours)
	Indicateur 1.3.2 % d'ex combattant étrangers et dépendants rapatriés	0%	AD	Base de données DDR MINUSMA	ND	ND	ND (pas de cantonnement actuellement)
Produit 1.4 : Réduction des risques explosifs : Les risques explosifs sont réduits à travers une capacité	Indicateur 1.4.1 Nombre d'équipes/d'effectifs des FDSM formés et équipés en rapport avec le risque explosif	2 équipes de 6 membres	12 équipes de 6 membres (72 effectifs)	UNMAS UNPOL	1 équipe de 6 membres	5 équipes de 6 membres	8 équipes de 3 membres Cumul : 14 équipes / 60 effectifs

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
nationale et communautaire renforcée.	Indicateur 1.4.2 Nombre d'interventions des équipes FDSM sur terrain encadrées en rapport avec le risque explosif	0	250 (50 par an)	UNMAS, en consultation avec les autorités maliennes Centre national de coordination des opérations NEDEX	ND	29 interventions	67 interventions dans le Centre et Nord du Mali + 28 interventions mentorées à Bamako (*) ³ Cumul 124 interventions dans le Centre, Nord et Bamako
	Indicateur 1.4.3 Nombre de personnes ayant reçu une éducation au risque de mines Et restes explosifs de guerre.	228 959	600 000	Bases de données UNMAS et UNICEF	401 454	265 464 Cumul (666 918)	91 097 Cumul (758 015)
Effet 2 : D'ici 2019, la cohésion sociale est facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l'éducation pour la paix.	Nombre de dossiers transmis et officiellement instruits dans le cadre de la justice transitionnelle	0	10000	Données nationales/CVJR, PNUD, MINUSMA	N/A	N/A	7003 dépositions reçues par la CVJR
	Nbre et % de personnes retournées dans les communautés cibles qui sont restées dans ces communautés	297 578	31,58% (94 000)	Données nationales et internationales, UNHCR, Rapport Commission Mouvement - de Populations	ND	12%	43% retournés (129,129)

³ Note : Interventions encadrées sur les mines et les engins explosif : examen de sécurité sur site, recherche et identification d'engins explosifs, neutralisation d'engins explosifs et sécurisation des lieux.

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
Produit 2.1. Justice transitionnelle : Les capacités techniques des institutions en charge du processus de réconciliation et de justice transitionnelle et de la société civile sont renforcées pour promouvoir la réconciliation, le droit à la vérité, à la justice et à la réparation des victimes, y compris les femmes	Indicateur 2.1.1. Nombre d'initiatives et d'actions d'appui à l'opérationnalisation de la CVJR	0	10	SNU, CVJR	N/A	N/A	7
	Indicateur 2.1.2 Nombre de structures de la société civile qui sont appuyées pour participer au sein de la coalition pour la justice transitionnelle	0	50	Données SNU et Société civile, CVJR	N/A	N/A	29 structures
Produit 2.2. Dialogue inter-/intra-communautaire : Les communautés disposent des capacités techniques nécessaires à la prévention et à la gestion des conflits communautaires, au renforcement de la cohésion sociale, afin de créer les conditions de retour des réfugiés et déplacés	Indicateur 2.2.1 Nombre de Cercles appuyés pour former et opérationnaliser des mécanismes de dialogue intercommunautaire et intra-communautaire mis en place.	0	16	Données SNU	N/A	N/A	6
	Indicateur 2.2.2 Nombre de médiateurs (communautaires issus de l'administration locale, de la société civile, et des communautés religieuses) formés en prévention/ gestion des conflits à l'échelle communautaire	0	200	Données SNU/Effet2	ND	470	200 (Cumul : 670)

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
	Indicateur 2.2.3. Proportion de femmes parmi les médiateurs (communautaires issus de l'administration locale, de la société civile, et des communautés religieuses) formés en prévention/ gestion des conflits à l'échelle communautaire	0	80%	Données SNU/Effet2	N/A	ND	43%
Produit 2.3.							
Education à la culture de la paix : Les capacités techniques et matérielles des institutions en charge de l'éducation et les organisations de la société civile sont renforcées pour la promotion de l'éducation à la culture de la paix et droits de l'homme.							
	Indicateur 2.3.1 % d'écoles dotées d'un plan et d'un mécanisme de prévention et de gestion de conflits.	0	80% des écoles fonctionnelles au nord	Données SNU/Effet2, Annuaire Statistique du secteur Education	ND	250	ND
	Indicateur 2.3.2 Nombre d'acteurs du système éducatif et de la Société Civile formés sur la gestion des conflits, la tolérance et la promotion de la paix.	0	3000 (1200 femmes et 1800 hommes)	Données SNU/Effet2 (UNESCO)	135 (45 femmes, 90 hommes)	0	0 Cumul 135 (45 femmes, 90 hommes)
Produit 2.4.		14 mausolées détruits	14 mausolées reconstruits		14 mausolées reconstruits	Cumul : 14 mausolées reconstruits	Cumul : 20 mausolées (14 reconstruits, 6 réhabilités)
Patrimoine culturel : Le patrimoine culturel matériel et immatériel endommagé est réhabilité et des outils pour la promotion de la diversité et des expressions culturelles sont élaborés	Indicateur 2.4.1 Nombre de ressources patrimoine culturel (sites du patrimoine, musées, bibliothèques de manuscrits) endommagé réhabilité	8 bibliothèques privées endommagées	8 bibliothèques réhabilitées,	Données SNU/Effet 2, Rapports annuels UNESCO et DNPC	3 bibliothèques réhabilitées	Cumul 6 bibliothèques réhabilitées	Cumul 6 bibliothèques réhabilitées
		3 mosquées classées patrimoine mondial endommagées	3 mosquées réhabilitées		N/A	N/A	3 mosquées réhabilitées
		Indicateur 2.4.2	0		Cible : 70600 manuscrits répertoriés	Données SNU/Effet 2, Rapports d'activités des entités UN/Effets2/UNESCO	N/A

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
	Nombre de manuscrits répertoriés, catalogués et conservés		60,000 manuscrits nettoyés				répertoriés, nettoyés et mis en boîtes
			9100 boites de conservations confectionnées				
	Indicateur 2.4.3 Nombre d'éléments du patrimoine culturel matériel et immatériel inventorié dans les régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti	5 éléments classés patrimoine mondial	Cible : 60 éléments du patrimoine matériel et immatériel des régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti inventorié	Données SNU/Effet 2, Rapports d'activités des entités UN/Effets2/UNESCO	N/A	N/A	Cumul : 60 (Mopti : 19-Tombouctou : 17-Gao : 12 et Kidal : 12)

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
Effet 3 : Les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les	Mo Ibrahim Index (Score)	50,7	55	Rapport annual Ibrahim Index of African Governance (IIAG); http://mo.ibrahim.foundation/	48,7	51,9	51,9 (données de 2016 publiées en 2017)

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d'Etat de droit	Taux de satisfaction des populations par rapport au service public	0	AD	Rapport Mali mètre			Situation en fin 2017 : Justice : 29,4% partiellement confiance et 7,3% ne font pas confiance (Rapport Mali mètre 2017)
Produit 3.1 : Les capacités de l'Assemblée Nationale et des Structures de contrôle des Finances publiques (Section des Comptes de la Cours Suprême) sont renforcées en vue d'améliorer la redevabilité dans la gestion des politiques publiques.	Indicateur 3.1.1 Nombre de propositions de loi soumises par l'Assemblée Nationale avec l'assistance du SNU	0	5	Parlement	0	2	4
	Indicateur 3.1.2 Nombre d'initiatives de contrôle de l'action gouvernementale prises par l'Assemblée Nationale, avec l'assistance du SNU	2/an	4/an	Parlement	0	4	8
	Indicateur 3.1.3 % des collectivités territoriales ayant fait l'objet d'un contrôle par la Section des Comptes de la Cour Suprême, avec l'assistance du SNU	2%	Au moins 30%	Section des Comptes/ Cour Suprême	Aucun résultat pour 2015	6	8%
	Produit 3.2 : Indicateur 3.2.1 Nombre de mises à jour du fichier électoral biométrique appuyées par le système des NU	0	2				0

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017	
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019					
Les capacités de l'Etat, des OGE et OSC sont renforcées en vue de l'amélioration de la crédibilité des processus électoraux et d'une plus grande participation, notamment des femmes et des jeunes.	Indicateur 3.2.2 nombre d'OSC appuyées ayant mené des activités d'éducation civique en vue de l'amélioration de la participation citoyenne aux élections, notamment celle des femmes	0 (2013)	107	PAPEM	28	0 (cumul : 28)	28	
	Indicateur 3.2.3 Nombre d'assistances fournies à l'Etat malien, aux OGE (DGE, CENI)	3 types : (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire)	3 types (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire)	PNUD et la DAE de la MINUSMA	3 types (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire)	3		3
Produit 3.3 : Les stratégies et plans d'action disponibles sont opérationnalisés pour l'approfondissement de la décentralisation et la consolidation de la gouvernance locale.	Indicateur 3.3.1 Nombre de régions aidées pour disposer de contrats Plans/Projets signés et opérationnels avec l'Etat.	0	4	Sous-direction du Développement local de la DGCT	2	3	3	
	Indicateur 3.3.2 Nombre de collectivités renforcées pour la gestion équitable des ressources financières et humaines des anciennes et nouvelles compétences transférées, avec l'appui du SNU	10%	30%	Décret établissant le transfert des compétences ; rapports du SNU	11 compétences transférées (à vérifier)	15		17
					11% Ressources transférées			
Indicateur 3.3.3. Nombre de femmes ou de structures féminines aidées pour promouvoir le leadership féminin dans les collectivités locales	0	AD					55 612	

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
Produit 3.4 : Les capacités des institutions publiques (au niveau national, régional, sectoriel) pour la planification et la programmation axée sur l'évidence, le S&E et la production des données statistiques comparables et désagrégés sont renforcés	Indicateur 3.4.1 Nombre d'unités/services de planification/ S&E/statistiques avec une capacité technique renforcées pour la collecte, analyse, et utilisation des données désagrégées, pour donner suite à l'appui du SNU	5	12 (y inclus Insta, DNP, Services décentralisés)	Rapport annuel 2016 de l'UNICEF	12	22	10 (cumul 22)
	Indicateur 3.4.2 Nombre d'enquêtes et études clés menées avec un rapport final publié sur les thématiques prioritaires appuyées par cet UNDAF+	0	15	ND	ND (à rechercher)	ND (à rechercher in matrice gène UNDAF révisé)	8
Produit 3.5 : Les capacités des organisations de la société civile et des médias sont renforcées en vue d'améliorer le contrôle citoyen, la redevabilité des institutions et la participation des femmes et des jeunes dans la vie publique.	Indicateur 3.5.1 Nombre des structures faitières et plateformes de la société civile ayant bénéficié du programme de renforcement des capacités sur les techniques de contrôle citoyen.	20	62	Base de données des OSC de l'Unité appui à la société civile de la DAC/MINUSMA	55	65	65
	Indicateur 3.5.2 Nombre d'initiatives entreprises par des structures faitières et plateformes pour influencer les systèmes de gouvernance et les politiques publiques prenant en compte l'équité et l'égalité du genre, avec l'appui du SNU	0	5 (soit 1/an)	Base de données des OSC de l'Unité appui à la société civile de la DAC/MINUSMA	5	83	83
	Indicateur 3.5.3 Nombre de publications en rapport avec le contrôle citoyen par des acteurs ayant reçu l'assistance du SNU dans ce domaine	0	10 (soit 2 rapports/an sur différents sujets en rapport avec la gouvernance)	Base de données des OSC de l'Unité appui à la société civile de la DAC/MINUSMA	ND (A vérifier)	14	14

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
Produit 3.6 : Le fonctionnement des Institutions judiciaires et pénitentiaires et des organes de lutte contre l'impunité est amélioré sur toute l'étendue du territoire national dans un cadre juridique réformé conforme aux principes de l'Etat de droit	Indicateurs 3.6.1 Nombre de Cours et tribunaux des régions affectées par la crise ayant repris toutes leurs activités (Gao, Tombouctou, Kidal et 3 cercles de Mopti), avec l'appui du SNU	5	13	Base de données de Justice & Correction MINUSMA /DNAPES	7	8	11
	Indicateurs 3.6.2 Nombre de prisons des régions affectées par la crise ayant repris toutes leurs activités (Gao, Tombouctou, Kidal et 3 cercles de Mopti)	5	15	Base de données de Justice & Correction MINUSMA /DNAPES	6	7	9
	Indicateur 3.6.3 Pourcentage de la population enquêtée qui exprime sa confiance aux institutions judiciaires, avec l'appui du SNU	37,7%	50%	Malimètrè 8 (sondage annuel finance par la Fondation Friedrich Ebert)	38%	40%	36,7%
Produit 3.7 : Les mécanismes nationaux formels et informels de promotion et de protection des droits Humains disposent des capacités institutionnelles et techniques pour mieux accomplir leurs missions en conformité avec les standards internationaux.	Indicateurs 3.7.1 Nombre de rapports périodiques conformes aux standards produits et soumis aux organes des Traités et Conseil de Droit de l'Homme appuyés	0	3	OHCHR/ la Division des Droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA	ND	1	1
	Indicateurs 3.7.2 Nombre de rapports alternatifs produits et soumis aux organes des Traités et Conseil de Droit de l'Homme par les organisations de la société civile, avec l'appui du SNU	0	3	OHCHR/ la Division des Droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA	ND	1	1
	Indicateur 3.7.3 Nombre d'initiatives appuyées par le programme en faveur de lois spécifiques aux droits des femmes et des enfants qui sont en conformité avec les standards internationaux	0	5	OHCHR/ la Division des Droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA	ND	2	3

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
Effet 4 : D'ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, ont un accès accru et équitable et utilisent les SSB de qualité	Prévalence contraceptive	10 % (EDS-M V 2012) ;	15%	Annuaire statistique SLIS (données provisoires)	16%	21%	20%
	Taux de Prévalence des mutilations génitales féminines chez les tranches d'âge (0-14ans ; et 15-49ans)	0-14 ans : 69% 15-49 ans : 91% (EDSM V 2012-2013).	0-14 ans : 64% 15-49 ans : 86%		83% (MICS 2015)	Non Disponible	Non Disponible
	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	51% (2014) ;	65%	Annuaire statistique SLIS (données provisoires)	53	50%	56%
	Prévalence du mariage des enfants (femmes de 20-49 ans) avant 15/18 ans	Avant 15 ans : 15% ; Avant 18 ans : 61% (MICS 2010)	Avant 15 ans : 13% Avant 18 ans : 48%	MICS 2015	Avant 15 ans : 17% Avant 18 ans : 49%	ND	Non Disponible
	Prévalence de la malnutrition chronique	28% (SMART 2014)	23%	SMART 2017	30%	26,2%	23% (Filles : 20% et Garçon 27%)
	Taux de prévalence du VIH/SIDA	1.1% EDS 2012-2013)	0,6%	EDS 2012-2013	Non disponible	Non disponible	Non disponible
	Taux de Préscolarisation (taux brut)	3,6%	10%	Rapport UNESCO, 2017	5% (MICS 2015)	4,4% (RESEN 2016)	6%
	Taux brut d'admission au premier cycle du fondamental	Garçon : 80,1% Filles ; 55%	Garçon : 85% Filles : 85%	Annuaire statistique du MEN	66,4%	71,5%	Garçon : 74% Filles : 63%

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
	Taux brut scolarisation au primaire	Garçon :76,4% Filles : 64%	Garçon :90% Filles : 90%	Annuaire statistique du MEN	76,8% EMOP 2015 (selon annuaire statistique Enseignement Fondamental 2015 : 74,8)	75,8%	Garçon : 78% Filles : 66%
Produit 4.1 : Les femmes, enfants et jeunes, en particulier les plus vulnérables utilisent un paquet intégré de services de santé de qualité	Indicateur 4.1.1 Taux de couverture vaccinale en Penta valent 3 chez les enfants de 0-11 mois (identification district les plus faibles UNICEF/OMS) (Désagrégation F/G)	89% (SLIS 2013)	90%	DVD-MT (au 31 décembre 2017)	91%	94%	86.5%
	Indicateur 4.1.2 Pourcentage de structures de santé qui offrent des services d'accouchement avec un équipement fonctionnel de réanimation néonatale (sac et masque fonctionnels de taille néonatal).	15% (2015)	55%	Rapport 2017 du PRODESS	15%	Non disponible	25%
	Indicateur 4.1.3 Nombre de structures publiques de santé prodiguant des soins cliniques aux enfants de moins de cinq ans selon l'approche PCIME	162 (2017)	516	Rapport annuel 2017 UNICEF	ND	Non Disponible	162
Produit 4.2: Les populations, en particulier les plus vulnérables ont accès à des services de qualité de prévention et de prise en charge du VIH et du Sida.	Indicateur 4.2.1 Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans connaissant les moyens de prévention de la transmission sexuelle du VIH et qui rejettent les principales idées fausses concernant la transmission du virus.	Homme 33%	Homme 40%	MICS Mali	32%	Non Disponible	Non Disponible
		Femme 23.7%	Femme 33%		19%	Non Disponible	Non Disponible

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
	Indicateur 4.2.2 : Pourcentage de femmes enceintes séropositives qui reçoivent les ARV pour réduire la transmission mère enfant du VIH).	29%	90%	Rapport CPS Secteur Santé (à partir des données du HCNLCS)	Non disponible	Non Disponible	98.3%
	Indicateur 4.2.3 Nombre de structures de santé qui fournissent des ARV pédiatriques	79	377	Rapport CPS Secteur Santé (à partir des données du HCNLCS)	Non disponible	Non Disponible	77
	Indicateur 4.2.4 Pourcentage de femmes enceintes séropositives sous ARV	29% Rapport annuel HCNSL ,2014)	90%	Rapport annuel HCNSL	Non disponible	Non disponible	48%

Produit 4.3 Les mères et les enfants, particulièrement les plus vulnérables ou affectés par les crises alimentaire et nutritionnelle, bénéficient d'un paquet complet d'interventions nutritionnelles au niveau des communautés et des services	Indicateur 4.3.1 Pourcentage d'enfants souffrant de la malnutrition aigüe sévère pris en charge dans les centres nutritionnels (désagrégation F/G)	MAS : 57% (2013)	MAS : 80%	Rapport Cluster Nutrition	MAS : 79% (143205/181395)	MAS : 163,68% (168133/102721)	MAS : 85% 120510/142398
	Indicateur 4.3.2 Pourcentage d'enfant, de femmes enceinte et allaitante souffrant de malnutrition aigüe modérée pris en charge dans les centres nutritionnels (désagrégation F/G)	MAM : 74% (rapport annuel PAM 2015)	MAM : >70% (à confirmer par le PAM)	Rapport annuel 2017 du PAM	MAM : 55% (294766/534022)	MAM : 61,16% (226419/370220)	MAM : 29% (128659/432932)
	Indicateur 4.3.3 : Taux de couverture du programme de prévention de la malnutrition aigüe modérée :	76% (rapport annuel SPR 2015)	>70%	Rapport SPR 2017, PAM	94%	88%	62%
	Indicateur 4.3.4 prévalence de l'insuffisance pondérale (garçon/Filles)	Garçon : 25% Filles : 24% (SMART 2014)	Garçon : 10% Fille : 10%	SMART 2017	25% (MICS 2015)	20,1%	Garçon : 19% Fille : 14%
	Indicateur 4.3.5 Prévalence de la malnutrition aigüe globale chez les enfants de 6-59 mois (fille/garçon)	Garçon : 14% Filles » : 12% (SMART 20-14)	Garçon : 8% Fille : 8%	SMART 2017	14% (MICS 2015)	10,7%	Garçon : 12% Fille : 10%
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1 Nombre de garçons et de filles, déscolarisés et non scolarisés qui participent à	298277	617027	Rapport annuel UNICEF 2017 Rapport UNESCO	ND	Garçons : 42678 Filles 55881 Total : 98559	

Les enfants d'âge préscolaires et scolaires et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables ont accès à une éducation de base de qualité	l'enseignement/apprentissage primaire (F1 et F2)						120,377
	Indicateur 4.4.2 Nombre d'écoles bénéficiant de la cantine scolaire	596 (rapport 2017 PAM)	750	Rapport annuel 2017 PAM	Non Disponible	ND	596
	Indicateur 4.4.3 Nombre d'élèves bénéficiant de repas scolaires	108 780 (rapport 2017 PAM)	175 984	Rapport annuel 2017 PAM	Non Disponible	ND	108 780
	Indicateur 4.4.4 Pourcentage de garçons et de filles affectés par des situations d'urgence bénéficiant d'un accès continu à une éducation de qualité	G/F : N/D	G/F : 100%	Rapport cluster éducation, 2017	Non Disponible	Garçons : 70% (58865/83667) Filles : 61% (42627/70083)	126% (423 888/337 000)
Total : 80%		100%	Non Disponible		Total : 66%		
Produit 4.5 Les groupes vulnérables (jeunes filles, garçons et femmes) bénéficient de protection et de prise en charge adéquate contre les violences, abus et exploitation	Indicateur 4.5.1 Indicateur 4.5.1 Nombre de survivant(e)s de VBG pris(e)s en charge (médicale, psychosociale, légale, hommes/femmes)	3 542	12 000	Rapport annuel cluster GBV	7 606	2 164	6 128 (Dont soutien Psychosocial 3 351 ; services de Santé : 1 993 ; aide Juridique : 84 ; activités génératrices de revenus : 700)
	Indicateur 4.5.2 Nombre de législation spécifique adoptée sur les VBG	0	1	Journal officiel du Mali	0	0	0
Produit 4.6: Les groupes vulnérables bénéficient de services de protection sociale adéquate	Indicateur 4.6.1 : Existence du plan d'action d'expansion de la politique nationale de la protection sociale	Non (2017)	Oui	Rapport annuel UNICEF	Non Disponible	Non Disponible	Non
	Indicateur 4.6.2 Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé	4% (2012)	5%	Rapport 2017 du PRODESS	Non Disponible	Non Disponible	5%

	Indicateur 4.6.3 Nombre de ménages vulnérables bénéficiant d'un transfert monétaire	4761	122 000	Rapport annuel 2017 PAM et port annuel 2017 FAO	861	17 393	135 725
--	--	------	---------	---	-----	--------	---------

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
Effet5 : Les populations défavorisées particulièrement les femmes et les jeunes, bénéficient de capacités et d'opportunités productives accrues, dans un environnement sain et durable, favorable à la réduction de la pauvreté	Taux d'insécurité alimentaire	24,4%	14%	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, septembre 2017 (ENSAN, Mali), Octobre 2017	20%	21%	20%
	Taux de croissance économique	1,7% (2013) OK	7%	INSTAT, Comptes Economiques du Mali, Décembre 2017	5% 4,9	5,3% 5,8	5,5%
	Taux de pauvreté (Incidence de la pauvreté ?)	43,6% 47,1	21%	EMOP/INSTAT	47,10% 47,2	ND 46.8	46,8%
Produit 5.1 : Les populations défavorisées et les exploitations familiales bénéficient de compétences techniques, de moyens et d'activités génératrices de revenus pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Indicateur 5.1.1 Nombre de femmes et d'enfants ayant bénéficié d'assistance alimentaire par rapport à la population totale affectée par l'insécurité alimentaire	1,23 millions (2013)	600 000	Rapports SNU	549 681	360 899	291 655 (Femmes ;147285 Hommes : 144370)
	Indicateur 5.1.2 Nombre de bénéficiaires de projets d'AGR opérationnalisés dans les zones affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	5 331	10 000	Rapports SNU	63 204	84074	127 717 dont 63% de femmes : 80 462
	Indicateur 5.1.3 Nombre de femmes, hommes, filles et garçons qui ont reçu l'assistance alimentaire pour la création d'actifs productif	0	277 500	Rapports SNU	296 496 (femmes : 127 853, hommes : 168 643)	91 038 (femmes : 45 972, hommes :45 066)	170 397 (femmes : 86051, hommes :84 346)

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
	Indicateur 5.1.4 : Quantité d'actifs créés, réhabilités ou améliorés dans les communautés ciblées	0	10 000 ha de terres rebab. 3000 ha de périmètres à irriguer 400 forages et puits	Rapports SNU	282 ha de terres aménagées 337 périmètres 310 puits maraichers	165 ha de terres aménagées 904 périmètres 115 puits maraichers	2423 ha de terres réhabilités 682 ha de périmètres irrigués 64 forages et puits dans les périmètres
Produit 5.2 : Les structures étatiques, le secteur privé, la diaspora et la société civile disposent de compétences techniques et de moyens pour améliorer les capacités productives et commerciales pour impulser une croissance verte et inclusive.	Indicateur 5.2.1 Une instance nationale (CSSP, CPI) de pilotage du dialogue public-privé opérationnalisée	0	1	Cellule Technique des Reformes du Cadre des Affaires (CTRCA) Rapports SNU	1	1	3
	Indicateur 5.2.2 Nombre de filières dans l'agroalimentaire développées avec l'appui du programme	4	20	Rapports SNU	11	5	17
Produit 5.3 : La mise en œuvre des politiques nationales de création d'emplois et d'entrepreneuriat féminin favorise une meilleure insertion socio-économique des jeunes et des femmes.	Indicateur 5.3.1 Nombre d'emplois générés pour les jeunes et les femmes dans les zones affectées par la crise	0	500	Rapports SNU	1900	22 889 12000 emplois pour les femmes 10500 pour les jeunes	9211 (femmes : 8389 Jeunes : 822
	Indicateur 5.3.2 Nombre de femmes et de jeunes ayant bénéficié de l'appui financier des Structures de financements décentralisés (SFD), pour donner suite à l'assistance du programme	0	12 000	Rapports SNU	3660 femmes 144 hommes	1954 personnes dont 1810 femmes	5731 femmes
Produit 5.4 :		67%	82% urbain/	Rapport MICS 2015	97 %	ND	

Effets escomptés / Produits	INDICATEURS CLES			Source(s) de vérification 2017	2015	2016	2017
	Intitulés indicateurs	Bases	Cibles 2019				
Les populations vulnérables bénéficient d'un meilleur cadre de vie à travers un accès durable à l'eau et un assainissement adéquat	Indicateur 5.4.1 Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau améliorée		rural à déterminer		64 %	ND	
	Indicateur 5.4.2 Pourcentage de la population ayant accès à des infrastructures sanitaires améliorées	22%	40% urbain	Rapport MICS 2015	53%	ND	
			rural à déterminer		28%	ND	
	Indicateur 5.4.3 Pourcentage de la population ayant recours à la défécation à l'air libre	13% (2013)	5%	Rapport d'Analyse EMOP 1er passage, Aout 2016	10%	7,50%	
	Indicateur 5.4.4 % de collecte et de traitement des déchets solides pour Bamako ;	45% (2006)	50%	Rapport sur l'état de l'environnement	ND	ND	
	Indicateur 5.4.5 % de ménages à Bamako disposant d'un contenant pour les déchets solides	12% (2006)	20%	EMOP 2016, passage 1 (Aout 2016)	ND	74%	
	Indicateur 5.4.6 % de ménages disposant d'un contenant pour les déchets solides dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal	0	4%	EMOP 2016, passage 1, Aout 2016	ND	74,6 % (Pour Tombouctou) 70,5 % (Pour Gao) ND (pour Kidal)	

Produit 5.5 : La résilience des populations face aux changements climatiques est renforcée par la mise en œuvre des politiques de promotion de l'utilisation accrue des énergies nouvelles et renouvelables, l'efficacité énergétique par des mesures d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophes	Indicateur 5.5.1 % des énergies renouvelables utilisées dans la consommation nationale d'énergie ;	5% (2009)	10%	Rapport annuel 2016 Direction Nationale de l'Energie	6%	6%	
	Indicateur 5.5.2 Nombre de villages bénéficiaires de technologies d'énergie solaires :	100 (2011)	200	Rapport annuel 2016 AER Rapport annuel 2016 du Projet de Promotion des Energies Nouvelles et Renouvelables pour l'Avancement de la Femme/PNUD	120	80	
	Indicateur 5.5.3 % des producteurs agricoles utilisant des variétés adaptées aux changements climatiques ;	30% (2014),	35%	Rapports annuels FAO, PNUD 2016	80%	80%	
	Indicateur 5.5.4 % producteurs agricoles utilisant des techniques de maîtrise et de gestion d'eau et/ou des techniques de gestion durable des terres.	15%	20%	Rapport annuel FAO 2016 Rapport annuel 2016 de Projet Renforcement de la Résilience aux Changements Climatiques dans le secteur agricole/PNUD Rapport annuel 2016 du Projet de Gestion Durable des Terres/PNUD	80%	80%	
	Indicateur 5.5.5 La plateforme de gestion des catastrophes opérationnalisée	0	1	Rapport annuel 2016 Direction générale de la protection civile (GDPC)	1	1	
	Indicateur 5.5.6 Nombre de politiques et plans sectoriels ayant intégré la Réduction des Risques de Catastrophes :	0	2	Rapport annuel des mairies des communes 1 et 4 du district ; Rapport annuel 2016 Direction générale de la protection civile ; Rapport de l'étude sur l'évaluation et de l'adaptation	0	2	

				du secteur de la santé aux changements climatique			
	Indicateur 5.5.7 Nombre de comités communaux et locaux de RRC mis en place et opérationnels	0	15	Rapport annuel 2016 Direction générale de la protection civile ; Rapport annuel 2016 des mairies des communes 1 et 4 du district	0	2	
Produit 5.6 : Les populations et les autres acteurs affectés par la désertification et la déforestation bénéficient de capacités accrues pour gérer de manière durable les ressources naturelles et protéger la biodiversité et les écosystèmes	Indicateur 5.6.1 Superficie des aires protégées	100000 ha en 2010	131220 ha	Rapport annuel 2016 Projet ERSAP / PNUD Rapport annuel 2016 DNEF	100 000 ha	100 000 ha	
	Indicateur 5.6.2 Bilan des émissions/absorptions de gaz à effet de serre dans le secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie (Giga grammes de CO2)	-42 318	-65 646	Rapport annuel 2016 AEDD (Document CPDN Mali 2016) Rapport annuel 2016 Projet 3ème Communication Nationale du Mali/PNUD	-216152 KTéq	-216152 KTéq	
	Indicateur 5.6.3 Nombre de projets mis en œuvre à travers le Fonds Climat Mali	3	25	Rapport annuel 2016 Projet Fonds Climat du Mali/PNUD	0	2	